

tribune

socialiste



Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié - N° 546 mercredi 20 septembre 1972 - 2 F



Elle Kagan

Luttes de

LA RENTREE DES CLASSES

sommaire

3. Michel Rocard : Vers un changement de régime ?
4. Julien Daurou : Scandales à gogo.
5. Une lettre de François Janin.
6. Yves Larrouy : Le Plan d'Edgar.
7. Yves Péliissier : Loup ou mouton ? La CFDT et le programme PC-PS.
- 8-9 Marc Etchegerray : Au cœur de Profitopolis, la tragédie palestinienne.
10. Christian Guerche : L'hiver de Prague.
11. Jacques Reine : Encore 4 ans au Vietnam ?
12. Cinéma : « Aux urnes citoyens ».
13. L'ORTF sur le pied de guerre.
14. La rentrée de Barou.
16. Cabu : Les ennuis du grand Duduche.

NOUVEAU DEPART

La crise que traverse « TS », si elle devenait endémique, signifierait que, après tant de titres, notre journal viendrait augmenter la longue liste des décédés avant l'âge, si tant est que l'on puisse prévoir l'âge moyen d'un journal, comme on le fait aujourd'hui, en termes démographiques.

C'est parce que nous n'entendons pas qu'il en soit ainsi que pendant cet été, nous avons essayé de prendre un certain nombre de mesures qui assurent, ou du moins permettent de faciliter l'avenir de « TS ».

Payer d'avance

Nous savons qu'il est impossible d'obtenir le concours de nos lecteurs (militants du PSU ou non), si nous ne démontrons pas de notre côté, à la rédaction comme à l'administration de « Tribune » notre volonté d'assurer d'une manière plus précise et plus opérationnelle, le compte rendu de l'actualité, politique, sociale, économique, culturelle, etc.

De ce point de vue, il nous est apparu indispensable d'assurer un minimum de réorganisation de l'équipe technique qui assure, vaille que vaille, et dans les conditions les plus difficiles, la parution hebdomadaire de notre journal.

Cela voulait dire, une coordination plus précise de la rédaction. Un rédacteur en chef, journaliste professionnel, a été engagé à ce titre...

Cela voulait dire également qu'il était indispensable d'améliorer encore, non la maquette dans son principe, mais dans son exécution. Un gros effort est entrepris pour améliorer les illustrations dans le journal, qu'il s'agisse de photos, de dessins, de l'aération d'ensemble de la présentation graphique.

D'autres mesures sont en cours d'élaboration, dont nous vous tiendrons au courant.

Le concours de tous

Mais il est vain d'espérer une amélioration en profondeur du journal, si nous n'obtenons pas le concours régulier des militants du parti, et plus généralement de ceux qui soutiennent notre action.

Dans les jours qui suivent, nous préparons les directives, qui doivent permettre l'organisation d'un vaste réseau de correspondants du journal à travers toute la France.

Il est indispensable, pour rendre compte des luttes qui se déroulent en France (sur les lieux de production, les quartiers, et tous autres terrains significatifs), que nous soyons assurés d'obtenir l'information le plus rapidement possible. C'est notre seule manière, non seulement de répondre aux besoins de nos lecteurs, mais aussi — pourquoi ne pas en parler — de faire face à la concurrence ?

En termes techniques et financiers, nous n'en avons pas les moyens. En termes militants, nous pouvons non seulement répondre à la concurrence mais la dépasser et la surpasser.

L'affaire de « TS » est de ce point de vue, celle de tout le parti.

Financer en termes militants

Ce serait cependant mentir aux militants, que de leur laisser croire, que ces orientations suffisent à résoudre le problème.

Les résultats de la souscription ont permis de franchir quelques caps difficiles, mais la situation de notre trésorerie reste inquiétante à plus d'un titre.

Il est donc nécessaire de renforcer l'effort en faveur de la souscription pour « TS ». Cette souscription doit être au centre des préoccupations de toutes nos sections, de tous nos militants. Il est indispensable de la relancer, sous toutes ses formes.

Mais, d'autres moyens, peut-être plus simples doivent être employés.

Le mot d'ordre, pour chaque militant « un abonné nouveau », doit devenir l'axe central de l'action entreprise pour sauver définitivement « TS ».

C'est un mot d'ordre parfaitement réaliste. Il suffit de le prendre en charge, pour que le sort du journal soit assuré. Il concerne chacun de nos lecteurs, et ne suppose pas de longues délibérations.

Nous savons pouvoir compter sur nombre de sympathies. Il est cependant indispensable qu'elles se manifestent activement.

Le ferez-vous ? Nous le croyons.

« TS »

tribune
PSU SOCIALISTE

Directeur politique :
Christian Guerche

Directeur adjoint :
Gérard Féran

Comité politique : Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Robert Michel.

Rédacteur en chef :
Yves Larrouy.

Comité de rédaction : Jean-Louis Auduc - François Brousse - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Robert Destot - Jacques Ferlus - François Gyr - Bernard Levy - Alain Moutot - Dominique Nories - Lucien Saintonge - Jean Verger.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction
Administration :
9, rue Borromée
PARIS (15^e)
566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N. M. P. P.

S.A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 22.000 exemplaires

P.S.U. documentation

Numéros disponibles :

- N° 16 - Les travailleurs immigrés.
- N° 17 - Les fondements de l'exploitation capitaliste.
- N° 18-19 - La hiérarchie des salaires.
- N° 20-21 - Le capitalisme contemporain.
- N° 22-23 - Sur le mouvement politique de masse.
- N° 24-25 - La police dans la lutte de classes.
- N° 26 - Rosa Luxemburg. - Grève de masse, partis et syndicats.
- N° 27-28 - La crise du système monétaire capitaliste.
- N° 29-30 - Nationalisation et révolution.
- N° 31-32-33 - Les problèmes de l'emploi.
- N° 34-35 - Eléments d'analyse des classes sociales.

Le numéro simple 1 F
Le numéro double 2 F
Le numéro triple 3 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F.
à - TRIBUNE SOCIALISTE -
9, rue Borromée - 75015 PARIS

Paiement à la commande
Par chèque bancaire ou postal
C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

VERS UN CHANGEMENT DE REGIME ?

MICHEL ROCARD

LE désastre que constitue la première mi-temps du mandat présidentiel en cours n'a pas beaucoup de précédent dans notre histoire. Elu par 35 % des Français, M. Pompidou en trois ans et demi n'a su ni donner vie à une idée généreuse, ni réaliser une grande réforme, ni traduire une espérance politique marquée d'un peu d'audace. Son intervention dans la vie publique du pays n'est faite que de manœuvres ou de coups parmi lesquels le plus important, celui du référendum a raté, et le second, le changement de gouvernement pour le bon plaisir du prince, ne paraît guère être assuré d'être un plus franc succès.

Des hommes falots

Gouvernant de plus en plus personnellement, à travers les hommes falots, mais dévoués qu'il a placés à la tête du gouvernement, du parti majoritaire, et de l'ORTF, ce président qui semble directement issu de la bourgeoisie Louis-Philipparde, n'a pas la dimension de la politique dont pourtant il s'approprie avec mesquinerie les moyens. On le voit au ratage de son sommet européen, tenu tout de même pour lui faire plaisir mais sous condition qu'on ne parle de rien d'important ; au ratage du plan dit « social » qui n'est qu'un saupoudrage électoral sans prise en charge d'aucune revendication actuelle du mouvement ouvrier, au ratage d'un budget aussi scandaleux par ses choix de classe qu'il est archaïque sur le plan de la technique financière dans la lutte contre l'inflation.

Mais l'affaiblissement essentiel n'est pas là. Il est dans le pourrissement incroyable auquel on assiste, dans les relents nauséux qui se dégagent du fonctionnement du régime dans chacun de ses centres essentiels de décision. Le haut-le-cœur qui saisit les Français devant cette situation pourrait bien être annonciateur d'une volonté de changement considérable, prête à balayer ce régime corrompu.

Ce qui est corrompu, ce n'est pas seulement l'UDR, c'est la partie archaïque et parasitaire d'un capitalisme national dont le dynamisme n'a jamais été le fait. C'est pourquoi nous sommes vraisemblablement fort loin d'en avoir fini avec les scandales et cela confirme l'impression que la marche en avant pour le changement de régime est sans doute commencée.

Quelle alternative ?

Dès lors, la seule question qui se pose est celle de savoir quelle est l'alternative à ce changement. La signature du programme commun PC-PS est à cet égard l'élément important de la période présente. Ce document peut servir de support à une mobilisation populaire importante ; or, la situation ne peut changer que

grâce à une mobilisation populaire importante. Si donc mobilisation il y a, les militants du PSU doivent en être, doivent même activement la provoquer. Malheureusement le programme commun n'est pas de nature à répondre à l'espérance profonde de tous ceux qui se sentent aujourd'hui exclus du pouvoir.

Son caractère très administratif, très centralisé, le développement nouveau qu'il donne aux fonctions d'un Etat déjà bureaucratique, déjà hypertrophié ne peut rencontrer que notre désapprobation. Pour assurer véritablement la liberté et l'épanouissement de chacun, la société socialiste doit comporter une diffusion très grande du pouvoir, aussi bien au niveau territorial que, surtout, dans la production. C'est ce que signifie la référence à l'autogestion qu'il nous faudra préciser et expliciter au 8^e congrès ordinaire du PSU. Mais surtout, ce que les batailles d'aujourd'hui mettent en cause n'est pas exprimé dans ce programme commun : la lutte contre la hiérarchie, la volonté des travailleurs de contrôler directement leurs conditions de travail, la lutte des paysans pour que leur travail soit véritablement rémunéré, la lutte contre le contenu de classe de l'idéologie dispensée par notre système d'enseignement, tout cela est absent du programme commun. Or, tout cela a constitué depuis mai 68 la matière de la plupart des grands conflits qui ont traversé ce pays. Dans ces conditions, la mobilisation populaire doit prendre en charge ces espérances absentes du programme commun. Là est notre tâche politique prioritaire. Il dépend du PSU et de ceux qui se sentent en sympathie avec lui que l'espérance collective des travailleurs ne soit pas, une fois de plus, dévoyée aux lendemains d'une victoire.

L'image du P.S.U.

Avons-nous les forces pour empêcher cela ? Nos effectifs, nos moyens d'intervention ne permettent pas de répondre que oui. Et pourtant le PSU est plus que ses propres forces.

Nous nous sommes amusés ces temps derniers à relever l'image que l'opinion se fait de nous à travers les complicités qu'on nous prête.

Du temps que les projets d'Edgar Faure, alors ministre de l'Éducation nationale faisaient trembler tout ce que l'université française compte de mandarins et d'ultra-réactionnaires, le CDR de la Côte-d'Or mettait en cause « l'entourage PSU » du ministre. Lorsque les vellétés sociales de Jacques Chaban-Delmas faisaient encore allusion à une nouvelle société susceptible de bouleverser la condition ouvrière (!), on dénonçait les « conseillers PSU » de l'hôtel Matignon. Quand la Bretagne se révolte pour sa dignité

et que les notables sentent filer leur écharpe entre leurs doigts et trembler leur siège de Loudéac à Morlaix, les députés UDR savent désigner les responsables : le clergé breton, qui serait passé avec « armes et bagages, dans les rangs du PSU ». A Bruay-en-Artois, le juge Pascal ne craint pas de faire mettre en prison un notaire, membre du Rotary Club, qui plus est, de parler de justice au service des justiciables : encore un coup du PSU ! A Lyon, deux magistrats consciencieux veulent aller jusqu'au bout de l'affaire des bordels, balayant les protections, les intérêts et les compromissions ; ils sont inscrits d'office au PSU, par tous ceux qu'ils dérangent — de la bourgeoisie lyonnaise à l'entourage de Marcellin et à ses commissaires — ce qui signifie : à abattre...

Le malheureux Pierre Desgraupes — dont les vellétés d'objectivité — et pourtant — irritaient au plus haut point l'épiderme chatouilleux du député UDR moyen, s'est vu lui aussi coller l'étiquette infamante : PSU.

Naturellement ni les juges de Lyon, ni le juge Pascal n'ont été ou ne sont membres du PSU. A plus forte raison, ne saurions-nous avoir inspiré la politique d'Edgar Faure, de Chaban-Delmas ou de Pierre Desgraupes.

Il n'empêche : ce qui dérange les intérêts en place, ce qui heurte le conservatisme, ce qui s'identifie à l'honnêteté et à la rigueur politiques, tout ce dont la bourgeoisie, atteinte dans ses œuvres vives et sa crapulerie a une sainte horreur — est mis sur le compte du PSU. Nous ne pouvons qu'être sensibles à l'hommage que représente cette convergence de jugements. Les véritables militants du PSU ont bien œuvré pour la créer, et ils s'en voient récompensés.

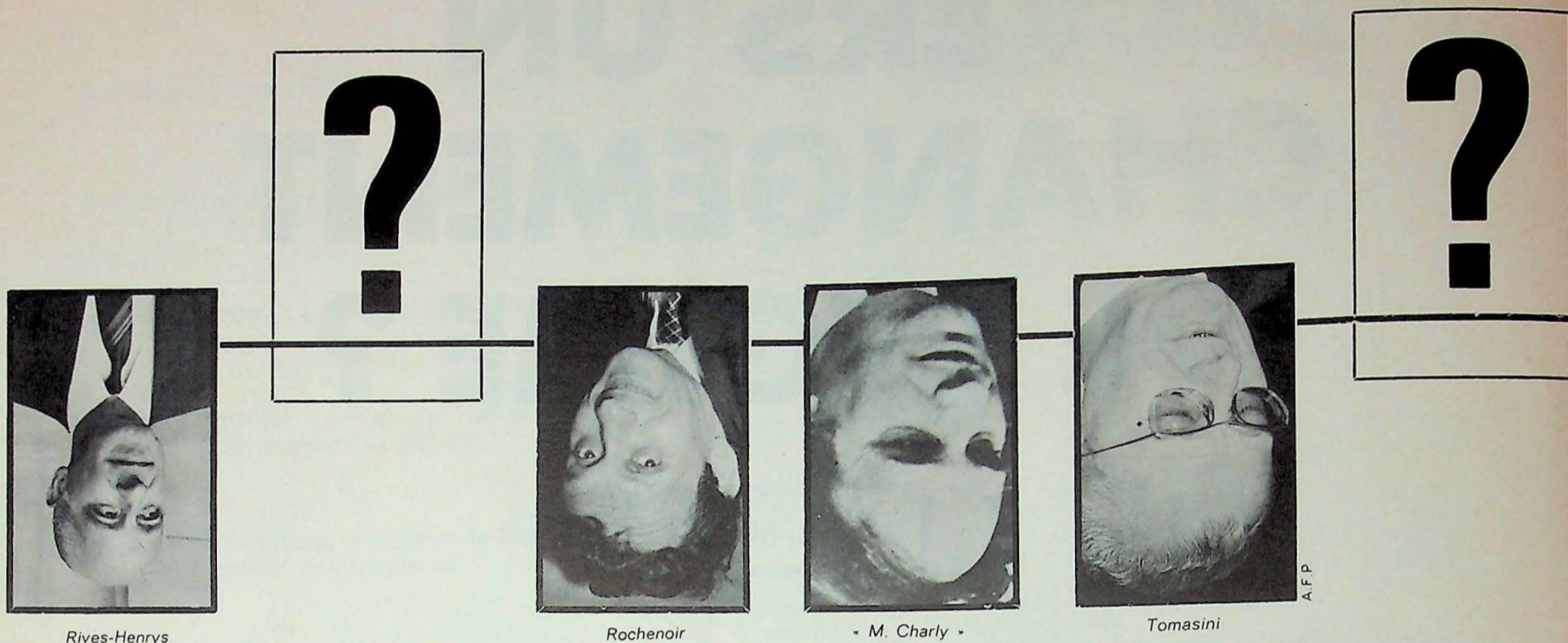
Et sa force

Cette image, elle est le signe de notre force. Que tout ce qui est non-conformiste, que tout ce qui dérange soit attribué même à tort au PSU plutôt qu'à l'opposition officielle, souligne à la fois l'écho de notre propre lutte, la résonance de nos mots d'ordre et de nos interventions, l'importance de nos quelques victoires. L'enjeu du travail politique de cette année, c'est de transformer cette image en une véritable force politique.

Puisque l'image est déjà là, la force n'est pas loin. Ce travail suppose beaucoup d'imagination révolutionnaire, beaucoup d'ouverture à tout ce qui bouge, à tout ce qui est inquiet en même temps qu'une grande fermeté stratégique.

Rien n'est facile, mais le PSU en a vu d'autres. C'est peut-être le redémarrage vers la victoire qui commence.

SCANDALES A GOGO



Rives-Henrys

Rochemoir

M. Charly

Tomasini

Le mépris n'implique pas le silence

« Toute société a ses escrocs, ses affairistes, ses truands. Personne ne peut affirmer qu'un régime social nouveau — quel qu'il soit — se débarrasserait totalement de telles scories. Un régime politique se juge dès lors moins sur l'absence totale de tout scandale que sur leur limitation en nombre et en ampleur, et sur la fermeté de sa conduite devant ces situations. »

Michel Rocard,
déclaration à la presse
du 14 septembre 1972.

On a du mal à suivre le rythme... A peine sortis des embarras immobiliers des Frenkel, Rives-Henrys et autre Rochemoir, on plonge dans l'imbroglie des fausses factures de Lyon. Un détour par Château-Chirac, une halte chez le percepteur de Chaban, trois petits tours dans les officines de l'ORTF, et de nouveau des feuilles d'impôts pas claires dans le 16^e arrondissement.

A l'ETEC, M. Charly a des amis haut placés et Mme Ludmilla Tcherina, épouse Roi (Civile Foncière), dîne à l'Élysée...

On se perd entre les ministres qui démissionnent, ceux qu'on démissionne, les députés qui s'en vont et ceux que l'on est obligé de sortir. Du coup, on en oublie La Villette ; et le Parc des Princes cède la place aux Ecuries du Roy... Le régime pourrit de la tête, des pieds, et maintenant du bas-ventre.

La lessive

Va-t-on s'arrêter, souffler un peu ? Voilà qu'un archange Gabriel aux motivations incertaines brandit un glaive douteux sur les têtes des Damoclès de la majorité.

C'est la grande lessive, le déballage, le scandale quasi quotidien. Et l'on ne sait pas tout encore. Il faudra bien un jour découvrir à quoi correspond ce trou de dix ans dans les biographies de deux dignitaires du régime ; ou l'enjeu réel des fureurs du Narcotic Bureau américain contre le gouvernement français...

Il est bien vrai que l'actuel régime n'a pas le monopole du scandale. Il est vrai aussi qu'on

en aura rarement vu fleurir autant, en si peu de temps. Il faut se demander pourquoi.

14 ans

A l'évidence, d'abord, parce que ce régime est vieux : on ne laisse pas impunément les mêmes hommes aux mêmes places pendant 14 ans. Ensuite parce qu'il n'est pas démocratique. Une assemblée-croupion n'exerce plus depuis longtemps le rôle critique et correcteur qui devrait être théoriquement le sien. Et quand par hasard un sénateur plus curieux que les autres lève un lièvre et le désigne à l'opinion publique, le chasseur s'arrange pour tirer un autre gibier : le bruit du coup de feu fait passer la substitution (cf. p. 13 « l'ORTF sur le pied de guerre »). A cet égard d'ailleurs, la façon dont le scandale arrive est très révélatrice : la plupart du temps l'opposition n'y est pour rien, et doit se contenter d'exploiter. Les fuites, les bribes de dossiers, les documents accusateurs sortent directement des tiroirs de la majorité elle-même, et des clans qui la composent (à propos, où en est le prince Ponia dans sa querelle avec les Corses ?), ou encore, et c'est fort intéressant, des tiroirs d'un certain nombre de commis de l'Etat, fonctionnaires des Finances, personnel des ministères, ou juges d'instruction honnêtes, comme à Lyon, qui écœurés par trop d'affairisme, de concussion, de tripotages, décident de « casser le morceau ». On dit alors : « Ce sont des PSU », ce qui nous honore et nous divertit tout à la fois...

La bulle

Une fois lancé, le scandale connaît aussi une trajectoire-type : on cache, on étouffe, on nie l'évidence. M. Max Moulin et sa « bulle », M. Pompidou et ses « réserves inépuisables de mépris », M. De Bresson et ses silences... C'est la première phase.

Puis le scandale enfle, gronde, s'étend. Il faut alors sévir, mollement, à contre-cœur. On lâche quelques copains — à peine plus coquins que les autres, mais qui ont eu le tort d'être maladroits. On tente en même temps de minimiser l'affaire, en chargeant au maximum l'idiot qui s'est fait prendre, et en blanchissant son entourage. Quelquefois, l'idiot rouspète, menace, puis se tait, sans qu'on n'ait jamais su pourquoi... A l'approche des élections, un vent de pureté se met à souffler sur l'UDR. On réalise en haut

lieu que ces scandales en chaîne finissent par écœurer une population amenée à comparer quotidiennement les difficultés matérielles et morales de son existence avec le luxe insolent et douteux des barons du régime. La vraie bourgeoisie, plus discrète sinon plus morale, veut en finir avec ces parvenus, ces nouveaux riches au pedigree incertain et aux relations ambiguës, qui risquent par leur maladresse de tuer la poule aux œufs d'or. Il faut éliminer les voyous qui s'ébattent dans des jardins à la française qui n'ont pas été dessinés pour eux...

Mais l'opération n'est pas si simple. Les voyous ont de la défense... Le « Je te tiens, tu me tiens par la barbichette » n'est pas seulement un jeu d'enfants innocents.

On ne sait pas encore ce que réservent les semaines et les mois à venir. La partie qui se joue dans les coulisses du pouvoir n'est pas terminée, et l'affaire Aranda — dont on a peine à croire qu'elle soit née de la seule initiative d'un individu et qu'elle réponde aux seules motivations par lui invoquées — peut prendre des proportions encore insoupçonnées. Il est intéressant à cet égard de noter les efforts de certains pour accréditer la thèse d'un « état dépressif » chez l'ancien chargé de presse du ministre Chalandon. De « l'état dépressif » à « l'acte désespéré » qui viendrait opportunément clore l'affaire, il n'y a qu'un pas que l'on sait, par expérience, pouvoir être vite franchi. Le regain d'actualité de l'affaire Ben Barka vient d'ailleurs le rappeler opportunément.

Narines délicates

Il y a dans tout cela de très fortes odeurs de pourriture qui incommode les narines délicates. Il est vrai que l'exploitation systématique des scandales peut facilement prendre des allures démagogiques. Il est certain que ce n'est pas sur ce terrain que doit se dérouler la campagne de notre parti — qui a mieux à faire, mieux à dire, et dont beaucoup attendent autre chose.

Il reste que les scandales existent, qu'ils se multiplient, qu'ils choquent l'opinion publique, et que nous n'avons pas à les ignorer. Le mépris n'implique pas le silence. Et il n'y a aucune raison de ne pas profiter des erreurs de ces messieurs.

Une lettre de François Janin

Datée du dimanche 10 septembre, cette lettre est adressée à Michel Rocard, à la suite d'une question écrite qu'il avait adressée au ministre de la Défense. Depuis cette lettre, Janin, comme il s'y attendait, a été arrêté une nouvelle fois et conduit à la caserne de Sissonne, dans l'Aisne, où il fait en ce moment la grève de la faim. Une manifestation doit avoir lieu samedi 23 septembre à Lyon. Il faut qu'elle mobilise un maximum de militants.

Nous avons eu le plaisir, avec nos camarades de Lyon, de voir sur Le Monde votre intervention au sujet des abus des autorités militaires, en particulier vis-à-vis des objecteurs de conscience JANIN et FAYARD.

Comme je risque d'être de nouveau arrêté dès lundi 11 septembre sur les lieux de notre travail bénévole au service des travailleurs immigrés, je profite d'un bref répit pour vous rapporter quelques éléments d'information qui nous concernent, Jean-Michel Fayard et moi-même.

Après des démarches légales, dans les délais, auprès des autorités, pour obtenir le bénéfice du statut d'objecteur de conscience en raison de nos convictions non-violentes, nous avons appris, le 22 Avril 1971, le rejet de nos demandes par la commission juridictionnelle.

Nous avons fait aussitôt un recours hiérarchique auprès du ministre des Armées, comme le permet le texte de loi N° 63.1255. Le ministre nous a répondu, le 30 juin 71 qu'il « ne jugeait pas utile une reconsidération de nos demandes ». Mais cette réponse, plus de deux mois après la notification de la décision de la commission juridictionnelle, nous priva désormais de tout recours en Conseil d'Etat.

Dès lors les autorités ont décidé de nous imposer le service militaire. Notre démarche non-violente, mais lucide et engagée, nous avait amenés à critiquer la démesure de la militarisation galopante et le scandale des ventes d'armes aux régimes de dictature et de répression. Nous avions cependant clairement exprimé notre refus de porter les armes et de participer aux activités militaires en faisant référence à notre éducation tournée vers l'entraide et la paix, et à notre connaissance approbative de personnalités engagées dans la non-violence active. L'arbitraire nous est apparu évident,

et nous avons refusé dès lors toute affectation militaire.

INSOUMISSION

Nous avons commencé un service civil bénévole comme volontaires du S.C.I. depuis octobre 71. Notre bonne volonté était manifeste... Le 4 avril 1972, malgré des interventions diverses (P. Villon, E. Faure, P. Mendès-France, Mgr Ancel...) nous avons été arrêtés sur les lieux de notre travail à « Accueil et Rencontres », et internés à la Maison d'arrêt de Montluc.

Au procès du 7 juillet, malgré les témoignages multiples et sans équivoque en notre faveur, plus de 1.000 lettres de solidarité présentées au tribunal, malgré des résultats d'enquête favorables, nous avons constaté l'absurdité de cette « justice militaire ». Elle ne jugea pas sur le fond, et nous condamna à quatre mois de prison pour insoumission (ce terme nous paraît absurde lorsque l'on sait notre acceptation du service national civil).

Le 4 août, c'était théoriquement notre libération. Mais la police militaire, stationnée dans les murs d'enceinte de la maison d'arrêt, nous a mis de force dans un camion bâché, et sous la menace de la matraque, nous avons été emmenés au G.M.R.S. de Lyon (Fort Lamothe). De là, sans aucune explication, ni papier officiel, et sans information sur les intentions des autorités militaires, nous avons été séparés, puis emmenés vers une destination inconnue, dans une 204 noire suivie d'une 4L avec deux civils.

FEU ROUGE

Devant ces méthodes expéditives et après ces abus, j'ai quitté le convoi à l'occasion d'un feu rouge, et je me suis échappé à la faveur des encombrements de la circulation. Jean-Michel Fayard, de son côté, a commencé une grève de la faim de 10 jours pour dénoncer l'acharnement et l'injustice des autorités militaires. Jean-Michel est enfermé actuellement à Etain, dans le régiment semi-disciplinaire où s'est

suicidé Jean-Pierre Lalanne en octobre 1971.

Depuis le 3 septembre, j'ai repris le service civil à Lyon auprès des mal-logés, mais des indices précis me font dire que je serai de nouveau arrêté le lundi 11 septembre, et conduit je ne sais où...

Par cette lettre je voulais vous exprimer notre désespoir et montrer les abus des autorités militaires. Nous avons déposé, sur conseil des avocats, M^e Saint-Pierre et M^e Bonnard de Lyon, un pourvoi en cassation au jugement du 7 juillet.

Après les incidents du 4 août, nous avons porté plainte au titre des articles 114 et 341 du code pénal pour essayer de faire valoir nos droits. Mais nous sommes profondément atteints dans notre volonté de justice et de paix.

Si on se place au niveau légaliste, c'est bien une question de justice qui est posée. Nos convictions non-violentes, pourtant reconnues par la commission juridictionnelle, ne sont pas respectées. Notre acceptation d'un service national civil d'intérêt général n'est pas entendue, et nous subissons amèrement la prison.

Si on se place au niveau de l'analyse, on décèle une volonté farouche du ministère des Armées de briser le phénomène croissant de l'objection de conscience (500 objecteurs en 1970, et leur nombre s'accroît malgré la sanction de deux ans de service, et malgré les obstacles juridiques imposés par le texte de loi). Nous sommes, entre autres, victimes de cette attitude répressive. Il y a aussi les procès contre ceux qui font connaître la loi, il y a aussi le nouveau décret inquiétant de septembre concernant les objecteurs...

SOLIDARITE

Cependant, pour nous exprimer leur solidarité, 28 objecteurs sont en grève depuis juin 72, et 7 depuis décembre 71. Nous espérons le respect de nos convictions et l'arrêt des poursuites scandaleuses.

Pour Jean-Michel FAYARD, pour les autres.

François JANIN ■

Le recteur et le militant

7 juillet 72 : Pierre PARRET est nommé surveillant d'externat au C.E.G. de Neuville-aux-Bois, dans le Loiret par arrêté du recteur Antoine.

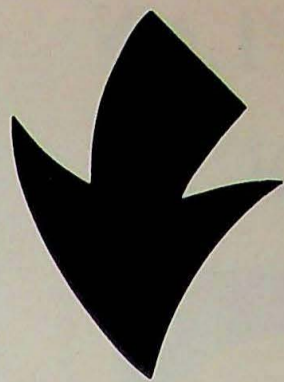
Août 72 : un nouvel arrêté rectoral annule le précédent. Une lettre du recteur explique : « vos imprudences de comportement, incompatibles avec la neutralité de l'École Publique, font que vous êtes indésirable sur l'ensemble du territoire du Loiret. »

Précision : Parret, qui n'a jamais encouru de reproches d'ordre professionnel, est un

militant révolutionnaire actif.

Dès qu'est connue la sanction qui le frappe un Comité de Soutien se constitue avec le soutien plus ou moins actif, suivant les lieux, du S.N.E.S.

Lundi 18 septembre : Les locaux du rectorat sont occupés. Le recteur Antoine s'inquiète et cède sur toute la ligne : Parret reçoit une nouvelle affectation dans le département, à Pithiviers. C'est une victoire complète de la solidarité ; en revanche, certains ne donnent pas cher du poste du recteur Antoine.



1936 :

le Front populaire.



1972 :

*Elaboration
d'un programme commun
de gouvernement
entre le parti communiste
et le parti socialiste.*

**UN OUVRAGE
D'ACTUALITE**

**HISTOIRE
DU FRONT
POPULAIRE**

par

**Jacques
Delperrié de Bayac**

un ouvrage clair, objectif,
exhaustif
qui répond à toutes
les questions restées
en suspens

dans la collection
"LES GRANDES ETUDES
CONTEMPORAINES"

Fayard ➔

LE PLAN D'EDGAR



Collombert

DE LA POUDRE AUX YEUX

M. Edgar Faure est content de lui. Et M. Pompidou est content d'Edgar Faure. Le nouveau ministre des Affaires sociales a parfaitement tenu le rôle qui lui était assigné, et pour lequel on l'avait engagé : jeter aux yeux des Français rentrant de vacances, la poudre de quelques mesures sociales, histoire de faire oublier la hausse ininterrompue des prix pendant l'été.

Le « plan social » du gouvernement, publié à grands renforts de tambours répond à plusieurs objectifs, dont le plus évident est de préparer de « bonnes » élections.

Ça n'a pas été sans mal : le « libéral » Edgar Faure joue volontiers les ministres dépensiers, mais Giscard d'Estaing veille au grain. Le temps n'est plus où Valéry allait lui chercher son chapeau...

D'un coût budgétaire initial de 4 milliards, le « plan », contesté par les Finances et arbitré par Matignon, ne revient plus qu'à 2 milliards et demi — à peu près 0,2 % du produit national. Le projet initial de financement par la création d'une taxe sur les amortissements des sociétés a été rejeté.

Première constatation : les grandes revendications mises en avant par les organisations syndicales sont ignorées, purement et simplement : le droit à la retraite à 60 ans notamment, et le SMIC à 1.000 F sont renvoyés aux calendes grecques.

En termes électoraux, il s'agit de faire la preuve du sérieux et de la fer-

meté du gouvernement face aux revendications « démagogiques » des syndicats. La concertation, c'était bon pour Chaban. Nous, nous sommes des gens responsables qui avons le souci de « tenir » l'économie, et de faire pièce à l'inflation...

En revanche, le gouvernement se présente comme le défenseur naturel de « ceux qu'on ne défend pas ». On fait dans le social au sens le plus traditionnel et paternaliste du terme en défendant les déshérités, les marginaux de l'expansion (petits commerçants, vieillards), les cas sociaux (veuves) et les piliers de l'ordre social (les familles). Le minimum vieillesse passe de 3.650 F à 4.500 F — soit 12,32 F par jour. Les abattements de zone sont supprimés pour les allocations familiales. Et 180.000 veuves toucheront à partir du 1^{er} janvier, les pensions de reversion de leur défunt mari dès l'âge de 55 ans, au lieu de 65 actuellement.

Enfin le Parlement sera appelé à étudier, dès la prochaine session, deux projets visant l'un à calculer le montant de la retraite sur les dix meilleures années de salaire (et non plus sur les dix dernières années), l'autre à étendre le régime des retraites complémentaires à tous les salariés qui en sont encore privés.

Tout cela n'est pas négligeable pour les intéressés. Et il était grand temps, à six mois des élections, que le gouvernement se préoccupe de redorer un peu son blason auprès de ces « petites gens » qui, traditionnellement, le soutiennent...

Le plongeon

Reste à étudier comment le gouvernement a résolu le problème du financement de ces indispensables largesses électorales. La taxe sur les amortissements des sociétés ayant été repoussée, il fallait trouver autre chose : dès novembre 73, les automobilistes seront donc invités à se soucier une fois de plus du sort des

personnes âgées — et la vignette subira « un relèvement modéré ». Et lorsqu'on fait les comptes de la Sécurité sociale — sur laquelle le « plan social » fait reposer la majeure partie de son financement — on s'aperçoit qu'il sera difficile, pour éviter le « plongeon », de ne pas procéder à une augmentation des cotisations. Pas dans l'immédiat, bien sûr : après les élections...

Voilà pour le concret, le palpable. Mais il y a aussi l'environnement, la « toile de fond ». Edgar Faure, c'est l'homme du « nouveau contrat social ». Il appartient à cette cohorte des réformistes en tous genres, serviteurs zélés du grand capital, mais suffisamment conscients et intelligents pour avoir compris que le capitalisme, pour survivre, devait nécessairement s'adapter, se déguiser, se donner un visage plus humain.

Les vieux mythes de « la troisième voie », de la « participation », de « l'actionnariat » seront donc requinqués dans les mois qui viennent. Comme dit Messmer : « il y a là un champ d'action immense pour le ministre d'Etat chargé des Affaires sociales, dont chacun connaît la compétence et l'imagination. »

Le refus

Tout cela, au bout du compte paraît bien peu de choses. De vagues promesses de réforme et quelques mesures marginales à caractère électoral pour masquer le refus d'une véritable négociation d'ensemble sur les revendications essentielles, et minimum, des syndicats.

Quant à leurs aspirations de plus en plus sensibles pour une prise en charge directe de leur propre travail, de leur propre vie, les travailleurs savent bien qu'ils n'ont rien à attendre du subtil Edgar Faure.

Ils sauront vite le lui faire comprendre.

Yves LARROUY ■

LA CFDT FACE AU PROGRAMME COMMUN

LOUP OU AGNEAU ?

Le Bureau national de la CFDT a fait connaître, la semaine dernière, sa position en face du programme commun PC-PS. A six mois de leur Congrès, les dirigeants de la deuxième centrale ouvrière ont dû tenir compte des courants divers qui circulent dans leur organisation. Vue de l'extérieur, la position de la CFDT permet de se poser la question : loup, prêt à mordre, ou agneau doucement résigné ?...

Réaffirmation de l'autonomie syndicale, non-participation aux comités de soutien du programme commun, constatation que l'addition PC + PS n'égale pas socialisme et autogestion : telles sont les grandes lignes du communiqué du Bureau national de la CFDT, vendredi dernier.

Un communiqué qui ne force pas sur la critique et s'efforce de trouver une ligne moyenne, pour une organisation composée d'éléments divers.

La CFDT est à six mois d'un Congrès où elle doit confirmer des orientations encore incertaines. Dès lors, toute déclaration favorable à telle ou telle composante des forces anticapitalistes aurait suscité des remous en son sein.

Cette tonalité générale n'exclut pas cependant la fermeté d'un certain nombre de remarques. Et d'abord la réaffirmation du choix de la centrale pour un socialisme autogestionnaire dont les exigences « ne sont pas clairement prises en charge par le programme commun ». C'est le moins qu'on puisse dire : la CFDT le dit, mettant ainsi en cause le socialisme venu d'en haut.

IMPUDENCE

En reconnaissant le syndicat CFT comme représentatif dans la Chimie, au prix de statistiques faites, on s'en doute comme le sont les élections à Citroën ou Simca (« Vote comme nous ou c'est la porte ! »), Fontanet et ses sbires ont franchi un pas de plus dans l'impudence.

Le capital fourbit ses armes, dans les cabinets des ministères. Aujourd'hui, il introduit ses chiens de garde dans les commissions paritaires de la Chimie en intronisant la CFT.

La décision de la CFDT et de la CGT de ne pas siéger dans ces commissions avec la CFT est bonne. Au-delà de cette mise en garde contre les velléités UDR de s'acheter des représentants dans la classe ouvrière, c'est tout le combat

antifasciste qui doit aujourd'hui prendre de l'ampleur.

De la même façon qu'est mise en cause la conception réformiste du programme PC-PS, qui n'envisage aucune mesure capable de s'attaquer à la logique du développement capitaliste et des rapports sociaux qu'il institue. Une formule lapidaire le rappelle : « l'anticapitalisme n'engendre pas forcément le socialisme. »

Événement

Sans se leurrer sur l'opération politique que constitue ce programme, la CFDT le considère toutefois comme un « événement important » et souligne sa fonction clarificatrice : « Il opère un clivage entre gauche et droite, entre forces anticapitalistes et forces capitalistes. » Ce manque d'enthousiasme de la CFDT va probablement peser lourd dans les mois qui viennent, dans ses rapports avec la CGT.

On savait que le PC et la CGT n'attendaient plus que cette prise de position pour lancer dans les entreprises l'offensive « Comité de soutien ». D'où la grossière manœuvre de Georges Seguy à la Mutualité — disant en substance : « Vous serez avec nous, ou contre nous. »

La réponse du Square Montholon est claire : « La CFDT ne participera pas aux comités. » Elle peut donc s'attendre d'ici peu à se voir amplement critiquer sur tous les aspects de son activité passée et présente.

Mais si la CFDT est fort à l'aise pour répondre à ce genre de critiques, elle aura en revanche beaucoup de mal pour tenir des positions unitaires sur le plan revendicatif.

Quelles seront les conséquences de cette situation sur les batailles du quatrième trimestre, après un premier semestre riche en luttes nouvelles — mais pauvre quant à la coordination des actions et au nombre d'heures de grève ?

Sur ce dernier point, le Bureau national de la CFDT réaffirme son attitude. Il reprend à son compte la tactique italienne du harcèlement par branche et par entreprise, pour établir un rapport favorable entre la hausse des salaires, le coût de la vie et la productivité. Jeu classique, dont Edmond Maire, le soir du communiqué, reconnaissait le côté « course-poursuite ».

Mais en espérant que, si ces actions trouvent un minimum de mobilisation en appui et de liaison avec des luttes plus larges sur le coût du logement, les problèmes de formation professionnelle et la lutte contre les cadences, elles désamorceront le caractère spectaculaire

de des miettes sociales lâchées par le patronat d'une part, des grèves de 24 heures, parfois combatives, que va tenter de mettre en place la CGT, d'autre part.

Les luttes sociales vont donc, cet hiver, avoir un caractère complexe. Le problème de la CFDT, qui tient à rappeler à cette occasion son caractère traditionnellement syndical, reste néanmoins celui d'un minimum de relais politique à ses initiatives.

A ce sujet, quelques esprits bien intentionnés (?) ont voulu voir une ressemblance entre la déclaration du PSU et celle de la CFDT.

Or, si l'un et l'autre s'accordent pour reconnaître le programme commun comme « un événement important », ce qui est une évidence, les problèmes abordés ne sont pas les mêmes.

Sans réponse

Pour nous PSU, sans nous arrêter au manques et aux erreurs que contient ce programme, et que nous avons déjà soulignés, il s'agit surtout de prendre en compte tous les problèmes que posent les sociétés développées — aussi bien pratiques qu'idéologiques — et devant lesquels le mouvement révolutionnaire est encore sans réponse. Et nous n'ignorons pas les aspects purement électoraux du programme commun, dont un parti politique se doit de tenir compte — et que la CFDT préfère ignorer.

L'impact de ce programme dans les entreprises reste modeste. Dès lors, il ne faut pas s'illusionner sur la création d'une dynamique unitaire à partir d'un racolage électoral.

Quant au Parti socialiste, il espérait sans doute que la CFDT adopterait une attitude plus compréhensive. Ces espérances (mal venues quand on sait qu'au sein même du PS de nombreux notables, genre Notebart ou Chandernagor, n'en sont pas à un compromis près) n'ont pas été plus convaincantes que les menaces de Krasucki et de Seguy.

Quel sera, dans les entreprises, l'écho de ce communiqué face aux offensives de la CGT ? Le problème reste posé. L'attitude d'Edmond Maire, vendredi soir à Europe N° 1, franchement hostile aux « gauchistes », sa nécessaire habileté à tenir compte de tout ce qui s'exprime dans son organisation, montre que si la CFDT ne veut tomber dans aucune éscarcelle, lorsque s'ouvre la chasse aux électeurs, elle ne semble pas savoir très bien encore — face au programme PC-PS — si elle sera loup, ou agneau.

Yves PELISSIER ■

l'indispensable
bibliothèque
des sciences
humaines



Spécial
universitaire

PHILOSOPHIE

● Marxisme ● Phénoménologie ● Existentialismes ● Epistémologie ● Structuralisme ● Pensée technique.

BIOLOGIE

● La vie ● La cellule ● L'hérédité ● L'eugénisme ● Croissance et sénescence ● L'écologie ● L'évolution ● La bionique.

SOCIOLOGIE

● Politique ● Economie ● Droit ● Famille ● Société ● Travail ● Loisirs.

PSYCHOLOGIE

● Cerveau et système nerveux ● Psychanalyse ● Tempéraments et caractères ● Tests ● Psychologie de l'enfant, etc.

COMMUNICATION

Les mécanismes, les réseaux, les phénomènes de la communication décodés, expliqués, classés clairement pour vous : paroles, sons, images, informatique, mass media, etc.

Outre ces grands chapitres, 3 000 articles rédigés, commentés et expliqués par 60 professeurs et maîtres de recherches.

C'est une production de

La Bibliothèque du
CEPL

BON D'EXAMEN GRATUIT

à retourner au CEPL :
France : 114, Champs-Élysées, 75008 Paris
Belgique : 3, rue du Palais St Jacques, 7500 Tournai
Suisse : 20, av. Guillemin, 1009 Pully

Veillez m'envoyer le 1^{er} des 5 volumes de votre ensemble « La Bibliothèque des Sciences Humaines ». Durant 10 jours, j'aurai tout le loisir de le consulter. Passé ce délai :

● Je pourrai l'acquiescer et le régler 47,25 F (+ 2,75 F de port).
Je recevrai alors les 5 autres volumes à raison de un tous les 2 mois et les paierai seulement à réception en bénéficiant du prix réduit abonné : 44,25 F (+ 2,75 F de port).

● Je pourrai vous le retourner sans rien vous devoir.

Nom _____

Prénom _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

Signature _____

19 H | TS 01

MUNICH 1972

Au cœur de Profitopolis

LA TRAGÉDIE PALESTINIENNE

Tout était en place pour que les jeux Olympiques de Munich soient une réussite « kolossale ». Rien à voir avec les jeux de Berlin en 1936. Ce n'était plus la même Allemagne qui recevait. Munich devait se dérouler sous le signe de la fraternité. Une fraternité à la sauce capitaliste. A la fois un événement mondial, permettant d'imposer à des centaines de millions de téléspectateurs une certaine conception du sport et une immense affaire pour des milliers d'entreprises qui se sont livrées à un âpre combat.

M. Brundage jouait pour la galerie le rôle du censeur vigilant qui entend garder aux jeux la pureté de l'amateurisme conçu par un milliardaire. Tout autour, la valse des milliards de chiffre d'affaires pour tous ceux qui étaient chargés de commercialiser les jeux.

Combien de médaillés pour chaque pays ? Combien de fois le drapeau national allait monter au mât ? La presse du monde entier supputait les chances de chacun et faisait vibrer la fibre nationale. Au cœur même de cette mauvaise foire, l'attaque du commando de « Septembre noir » a fait voler en éclats le mythe des jeux. Avec la complicité de toutes les grandes puissances, le peuple palestinien est parqué dans des camps de réfugiés, réduit à la plus extrême misère, au désespoir.

L'action de « Septembre noir » est à la fois le signe de ce désespoir et de son refus. Se battre avec tous les moyens. Se faire entendre. Ne pas laisser le monde jouer à la fête tandis que des peuples entiers, et pas le seul peuple palestinien, sont impunément massacrés.

Au-delà des appréciations politiques que l'on peut faire sur la méthode employée (voir communiqué du BN du PSU) apparaît la signification profonde des événements de Munich.

DANS tous les coins de la ville, le spectacle faisait le plein. Le premier record à battre était celui de l'organisation. On sait que les Allemands ont belle réputation en la matière. Il s'agissait de se surpasser. Cela a été fait.

Les installations sportives étaient exemplaires, le village olympique très fonctionnel, le service de presse répondait à tous les besoins, les lacs et rivières artificiels permettaient de créer des difficultés de parcours que la nature ne saurait inventer. Bref, toutes les conditions ont été réunies pour

que le show olympique déroule ses fastes dans les meilleures conditions.

Le second record battu a été celui du coût des jeux (1).

315 milliards

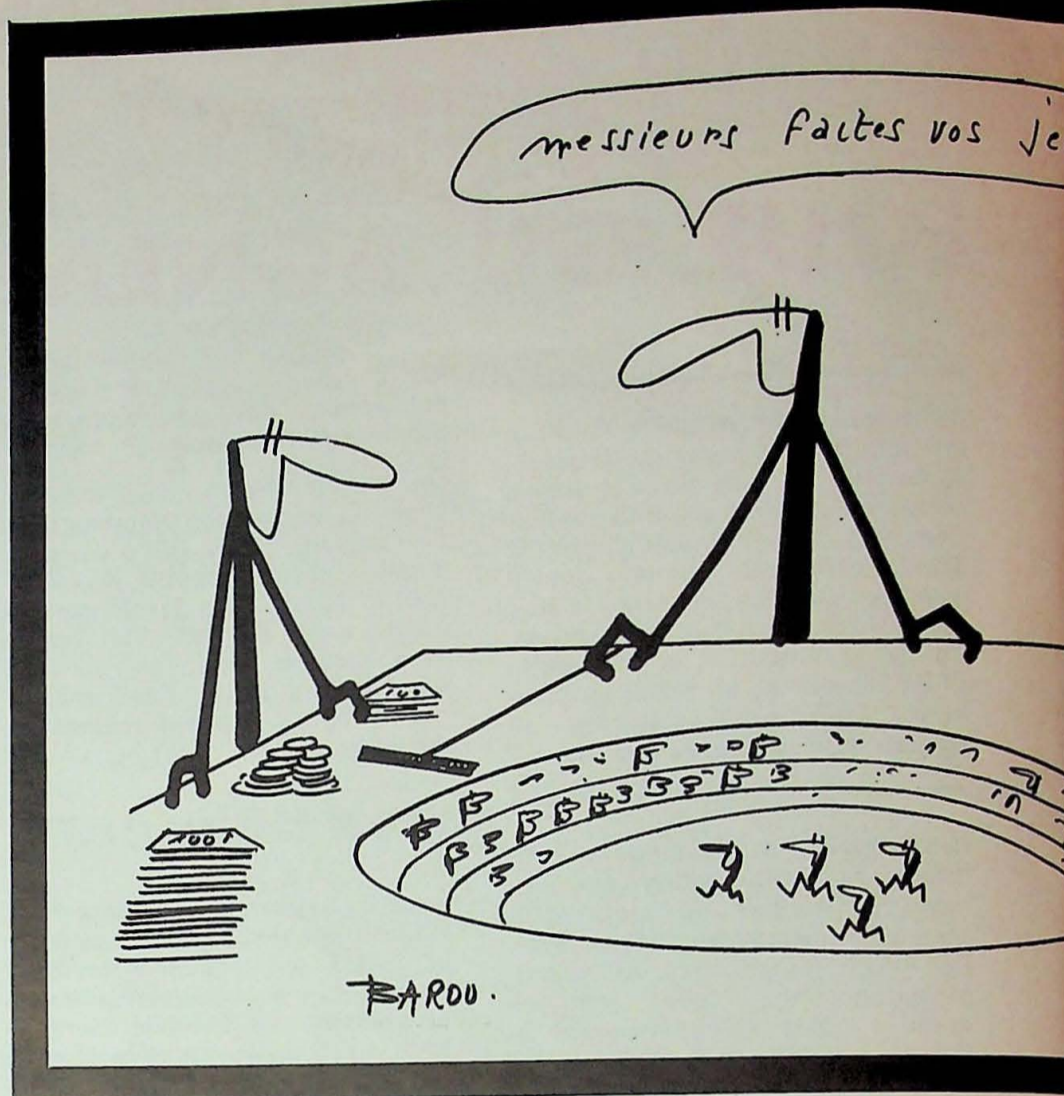
Les proportions prises par l'organisation des jeux Olympiques deviennent telles qu'il y a désormais peu de villes et de pays au monde qui peuvent se porter candidats. On estime que les jeux de Munich ont coûté 3.155 millions de francs. Pareille somme ne peut être réunie que si l'on fait jouer toutes les sources de financement possibles. Bien entendu, les subventions des collectivités à tous les niveaux étaient acquises. Mais d'autres ressources apparaissaient, liées à la commercialisation sous toutes ses formes des jeux. C'est ici que l'invention des managers du Comité d'organisation a été particulièrement remarquable.



Ils ont « choqué »...

LA CAGNOTTE DU COMITÉ D'ORGANISATION (en millions de francs)

Loterie « Spirale de la chance »	268,60
Droits de retransmission TV (part revenant au Comité)	98,73
Vente des billets d'entrée (part revenant au Comité)	53,71
Revenus des droits sur les sigles, emblèmes et mascottes olympiques	18,94
Vente des médailles commémoratives	15,79
Vente d'affiches, posters, etc. (éditions « Olympia »)	6,32
Vente d'un disque olympique (« Ariola »)	1,42
Collectes de l'Association pour la promotion des jeux de Munich	4,57



Recettes diverses	70,61
Fournitures mises gratuitement à la disposition du Comité	15,79
Total	554,48

554,48 millions de francs : les ressources propres du Comité d'organisation ne couvrent que 17,5 % des coûts (3 155 millions) des jeux Olympiques, le reste provenant de financements spéciaux et des collectivités. C'est sur cette somme que s'exerce le talent de ceux qui dirigent la vaste entreprise des olympiades.

On prévoit aisément ce que les télévisions du monde entier peuvent négocier. La seule chaîne américaine ABC a acheté les droits pour les Etats-Unis 67,5 millions de francs (et les a revendus 100 millions aux annonceurs américains).

Mais quand on tient pareille affaire, il faut faire preuve d'imagination. On a donc inventé un emblème spécifique aux jeux de Munich : la spirale.

A cent jours de la cérémonie d'ouverture, la spirale avait été l'objet de 306 contrats portant sur plus d'un millier d'articles de grande consommation (de « l'objet d'art » aux bretelles et au gâteau...).

Et comme cela ne suffisait pas, on créa la mascotte Waldi, dont on espérait vendre 15 millions d'exemplaires.

Les recettes ont donc crevé tous les plafonds, et l'on comprend pourquoi, à Munich même, on a baptisé la ville « Profitopolis ».

Le sport dans tout cela ? Il serait stupide de feindre d'ignorer la beauté d'un certain nombre d'épreuves qui se sont déroulées à Munich.

Il est vrai, quoi que l'on pense de l'envahissante présence de la cohorte des managers-dirigeants-soigneurs - voyantes - officiels -

officieux - ministres et ministrables, etc., qui accompagnaient chaque équipe, oui il est vrai qu'un certain nombre d'athlètes de toutes disciplines ont montré qu'il n'y a toujours pas de limites dans les performances que peut accomplir l'homme contre le temps, les obstacles, l'espace...

De ce point de vue, ce serait faire preuve d'un sectarisme singulier que de ne pas prendre en compte cet aspect des jeux, d'en dénier les résultats, d'en oublier la signification.

Pour ton pays

Mais ce qui devient répugnant — oui, répugnant —, c'est le cadre dans lequel cela se déroule et la manière dont on cherche à motiver les concurrents.

Les rites qui entourent la remise des médailles montrent mieux que tout le reste la signification présente des jeux.

Pour chacune des puissances en présence, il s'agit de faire valoir les résultats obtenus comme le signe évident de la force et de l'essor de leur société.

Du coup, le seul problème est effectivement de faire le forcing sur la médaille. Le Noir américain, en ghetto dans son pays, devient l'arme tranchante qui va permettre de battre le soviétique. Dans la plupart des pays de petite taille, on constate que le champion médaillé est militaire ou policier.

Dans d'autres pays, c'est l'agent commercial ou de relations publiques de telle ou telle grande firme qui défile sur les pistes pour le plus grand bien de son pays et de la firme qu'il représente.

Jamais, comme à Munich, on n'avait vu pareille imbrication du natio-

DE MUNICH A BEYROUTH

TROP DE QUESTIONS SANS REPONSES

AU soir des événements de Munich, ce qui dominait dans l'opinion internationale, c'était la stupeur. Depuis longtemps, le drame palestinien et la situation dans le Moyen-Orient, faisaient l'objet de beaucoup de préoccupations. Mais précisément, cela durait depuis longtemps. Du coup l'accoutumance jouait ici comme ailleurs. Que faire, que ne pas faire ? « L'affaire en vérité est complexe »... « le mouvement palestinien divisé »... « les pays arabes en grande crise »... « les grandes puissances en pleine évolution sur tous les problèmes », etc. Les mille et une manières de rejeter un problème qui troublait trop de consciences, étaient mises en application, ici et là, dans toute la gauche et l'extrême-gauche françaises.

L'action de Septembre Noir, a remis cette situation confortable en cause. Et du coup, nous sommes tous amenés à reprendre l'analyse, en termes d'action et non en termes d'étude.

Cela vaut discussion au sein de tout le PSU, et plus largement au sein de l'ensemble des organisations qui se réclament du socialisme.

Mais face à la formidable pression de la grande presse, et des gouvernements des pays les plus divers, un certain nombre de questions doivent être posées, qui méritent examen détaillé, et réponses adéquates.

Pour aujourd'hui, nous nous bornerons à les poser.

1. — Lorsque le commando de fedayin de « Septembre Noir » attaque le pavillon où sont installés les athlètes israéliens, les premières victimes sont deux officiers des services de sécurité israéliens: Moshe Weinberg et Joseph Romano.

Les fedayin connaissaient-ils leur présence, et que s'est-il déroulé exactement dans le pavillon israélien ?

Pourquoi Moshe Weinberg, qui n'était arrivé en Israël — en provenance des Etats-Unis — que depuis quelques mois, a-t-il été expé-

dié à Munich. Compte tenu de sa double nationalité — israélienne et américaine — à quel service appartenait-il exactement ?

2. — Le gouvernement israélien a refusé toute négociation avec les fedayin, confirmant publiquement une position de principe que l'on connaissait depuis longtemps. Mais dans le même temps, le gouvernement allemand a feint la né-

3. — A qui incombe la responsabilité du massacre final ? Sous quelles balles sont morts les otages israéliens ? Les versions les plus contradictoires circulent.

Mieux, est-il vrai, oui ou non que des tireurs d'élite israéliens participaient aux combats qui se sont déroulés pendant près de deux heures à l'aéroport de Munich ?

4. — La riposte israélienne avec



... • Ils ont tiré •

A.F.P.

gociation avec le groupe fedayin comme avec des gouvernements arabes aussi divers que la Tunisie, l'Egypte ou la Lybie, tout en s'alignant en fait sur les positions israéliennes et en préparant les éléments d'une riposte armée.

les bombardements du Liban et de la Syrie s'est-elle déroulée sans consultation internationale, ou a-t-on donné le feu vert ? Et si oui, qui est-ce ?

5. — Que signifie l'opération contre les camps fedayin au Liban, et quelle est l'attitude réelle du gouvernement libanais ?

Autant de questions posées, à l'heure où nous écrivons, autant de réponses que nous attendons.

Il reste que les conséquences du drame de Munich, apparaissent comme beaucoup plus vastes qu'on ne pouvait le percevoir au départ. Les problèmes de tout le Moyen-Orient, prennent une nouvelle dimension, et de nouveaux rebondissements sont à attendre.

Pris de malaise devant sa propre culpabilité, l'Europe capitaliste avait espéré évacuer le problème juif qu'elle avait créé en facilitant la construction d'un Etat israélien. Aujourd'hui, elle découvre avec effroi, qu'elle ne peut plus évacuer le problème palestinien de la même manière.

C'est cela aussi, et d'abord, les morts de Munich.

La solidarité nécessaire

L'OPERATION menée à Munich par un groupe palestinien nous paraît être l'acte désespéré d'un groupe isolé, dont les conséquences risquent d'être lourdes pour la cause du peuple palestinien.

Elle s'explique sans se justifier, par le désespoir qui risque de s'emparer d'une communauté opprimée, parquée, massacrée, à qui on refuse jusqu'au droit d'exister. Les morts de Munich apportent la preuve que lorsqu'on accule tout un peuple au désespoir, tout devient possible.

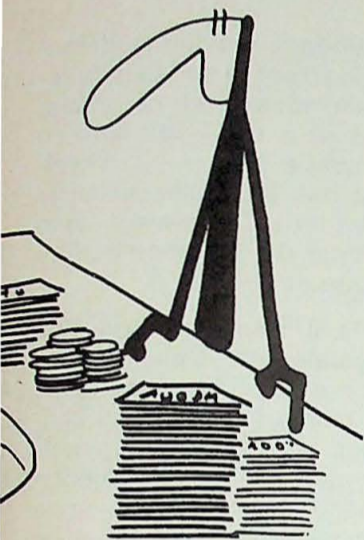
Ce qui s'est déroulé à Munich n'autorise pas pour autant tous les responsables de cette situation à pousser les hauts cris et essayer, dans le même temps, de dresser l'opinion contre l'ensemble des organisations palestiniennes.

Les responsabilités de la police — et donc du gouvernement allemand —

sont lourdes. Celles du gouvernement israélien — dans la tragédie de Munich — accablantes. Depuis vingt-quatre heures, après avoir refusé toute forme de négociation, il prépare et cherche à justifier par avance des actions de répression et de représailles. M. Nixon enfin, peut se sentir « outragé » ; que ne pense-t-il aux digues du Vietnam où il prend le risque de la mort de milliers de civils vietnamiens.

Pour notre part, tout en rejetant des actions comme celles de Munich, nous appelons une fois de plus les mouvements qui se réclament du socialisme à soutenir la cause du peuple palestinien, dont le combat est d'autant plus difficile qu'il demeure indifférent à trop de forces et de pays socialistes qui devraient, et depuis longtemps, manifester en actes leur solidarité.

Communiqué du BN du PSU ■



nalisme chauvin et des intérêts des grandes entreprises multinationales qui peuvent et savent utiliser toutes les situations pour conquérir des marchés.

Bats-toi pour ton pays, dit-on à l'athlète, et pense à Addidas. »

Les lendemains

Et chacun de prendre part au spectacle en imaginant le lendemain. Et chacun de découvrir qu'il s'agit d'un concours dont on sortira comme cadre supérieur, moyen ou pas cadre du tout. Entre Mark Spitz et Michel Rousseau, il y a beaucoup plus qu'une seconde de différence.

Pour le premier, désormais, c'est la gloire payante et payée ; pour le second, l'infortune d'un investissement peu rentable. Il n'est pas confortable d'approcher ou de faire partie de l'élite sportive internationale. Au bout du muscle, trop d'intérêts en jeu. Et pour faire le muscle, la nécessité de recourir aux entreprises privées ou à l'appareil d'Etat qui détiennent les clefs du jeu.

Vaste problème, dit Pompidou, qui refuse de créer des « usines à champions », après avoir essayé de bâtir des ateliers concurrentiels, en termes de PME.

Vaste problème pour tous ceux qui, comme nous, s'interrogent sur le rôle du sport et sur les mille manières dont il doit être pratiqué dès maintenant, sans que les entreprises capitalistes viennent imposer leurs critères, leurs objectifs et leurs finalités.

Nous reparlerons de Munich.

(1) Nous empruntons tous les chiffres qui suivent à l'excellent article de Bernard Lalanne paru dans « Expansion » de juillet-août 1972.



Husak, Brejnev et Bilak (photos Keystone)

L'HIVER DE PRAGUE

VOICI quatre ans les troupes du Pacte de Varsovie envahissent la Tchécoslovaquie. Depuis cette époque, ce que les dirigeants soviétiques et tchécoslovaques ont pudiquement appelé la « normalisation », a révélé son véritable aspect.

Les procès politiques qui se multiplient à Prague, et dans le pays, l'emprisonnement d'authentiques militants communistes n'en constituent que l'aspect le plus connu. Il faut y ajouter toutes les contraintes que subissent tous ceux qui à des titres divers ont pris courageusement position en 1968.

La surveillance policière a pris des proportions équivalentes à celles de la pire époque stalinienne. Et Husak ne convainc personne, quand il proclame qu'il n'y a pas de procès politiques en Tchécoslovaquie, liés aux événements de 1968. Faute de convaincre d'ailleurs, il passe maintenant à l'insulte et à de nouvelles mesures répressives, révélant son inquiétude.

L'opposition communiste

C'est qu'en effet, il y a quelque chose de changé dans le comportement des accusés. Autrefois, comme l'a rapporté dans « L'Aveu » Arthur London — de nouveau insulté à Prague — autrefois les accusés — au bout de mois de tortures — plaidaient coupables.

Mais aujourd'hui, forts de l'expérience de l'époque, les communistes déférés aux tribunaux, non seule-

ment plaident non coupables, mais démontent le mécanisme de la machination, et traitent leurs accusateurs de faussaires et de menteurs.

Dans l'état actuel de nos informations, et compte tenu de la censure, il est difficile de dire quel est l'impact sur l'opinion tchèque de cette attitude. Mais les échos qui nous parviennent montrent que les accusés ne sont pas seuls. La solidarité de leur peuple commence à se manifester activement.

Le problème est de savoir comment va se manifester la solidarité du mouvement socialiste dans le monde.

Socialisme trahi

En effet aucun militant révolutionnaire, aucun mouvement sincèrement attaché à la victoire du socialisme ne peut accepter sans réagir une telle situation. Trois aspects essentiels du combat socialiste, se trouvent profondément trahis par l'invasion soviétique et la normalisation qui a suivi : l'Internationalisme, le pouvoir des travailleurs, et la réalisation d'un socialisme dans la liberté.

En invoquant « l'Internationalisme prolétarien » pour briser le peuple tchécoslovaque, le gouvernement soviétique a pris une énorme responsabilité. Il a en effet favorisé ainsi tous les repliements nationalistes qui permettent aux bourgeoisies dominantes d'invoquer l'indépendance nationale pour mieux s'opposer à la solidarité ouvrière internationale.

Cette solidarité dont la réalisation s'avère plus nécessaire que jamais, au moment où les Etats-Unis — incapables de vaincre la résistance des Vietnamiens du nord et du sud — recourent à des tentatives de génocide caractérisé, en particulier par le bombardement des dignes au Vietnam nord. Et ceux qui laissent se développer, même sans l'approuver, la normalisation tchécoslovaque risquent d'être conduits à entériner peu à peu un partage du monde en zones d'influence qui est à l'opposé de toute attitude internationaliste.

Tous ceux qui combattent pour renverser un système économique et social capitaliste, générateur d'exploitation et de domination ne peuvent le faire qu'au profit des travailleurs et non à leur détriment. L'expérience du printemps tchécoslovaque a vu se multiplier les tentatives de pouvoir effectif de la classe ouvrière par l'intermédiaire des conseils ouvriers et nous était de ce point de vue apparu essentielle. Dans la lutte contre toutes les formes de bureaucratisme du socialisme, c'est là un critère décisif qui peut éviter aussi bien les risques d'oppression politique par une nouvelle classe sociale que ceux d'un rétablissement progressif d'une économie de marché. C'est pourquoi nous ne pouvons accepter que soient confondus pouvoir des travailleurs et pouvoir dictatorial d'un appareil politique judiciaire et policier qui a besoin pour maintenir sa domination d'une dépolitisation croissante des masses.

C'est précisément dans la mesure où cette dépolitisation ne se produit pas comme il le souhaite, que Husak tonne.

Enfin, ce qu'on a appelé « Le printemps de Prague » fut pour nous — militants révolutionnaires européens — le signe concret que socialisme et liberté, loin d'être inconciliables, étaient au contraire indissolublement liés. Nous nous sommes trop battus dans notre propre pays contre la façon dont la bourgeoisie rendait formel tout exercice des libertés pour croire que la liberté socialiste puisse se réduire au paravent démocratique des pays capitalistes. Mais c'est une raison supplémentaire pour faire du socialisme une libération économique et politique.

Contester les libertés bourgeoises, ce n'est pas rester en-deça de celles-ci, mais aller bien au-delà. L'expérience tchécoslovaque commençait à montrer que c'était possible. Nous ne pouvons accepter passivement qu'une telle espérance puisse disparaître.

Il faut toute l'inconscience ou le cynisme de Georges Marchais à « Armes Egales » pour expliquer que si l'opposition ne s'exprime pas dans les démocraties populaires, c'est parce qu'elle n'existe pas, et que les masses sont satisfaites, ainsi que les « divers partis » qui les expriment.

Une campagne

Pour toutes ces raisons, c'est aux organisations ouvrières que revient la tâche urgente de mener une campagne internationale pour le retrait des forces d'intervention de Tchécoslovaquie et pour le rétablissement des conditions politiques d'un véritable socialisme dans ce pays. Faute de cette action, les socialistes et ré-

volutionnaires du monde entier verront la situation tchécoslovaque servir de prétexte à ceux qui — au nom du « monde libre » — n'hésitent pas à écraser militairement ou policièrement toute volonté de libération économique et sociale.

Mais il n'est pas non plus possible de s'en tenir à des « désapprobations » plus ou moins fortes. Il faut analyser les causes structurelles qui font de la situation tchécoslovaque non une excroissance tragique, mais la conséquence d'une forme d'exercice du pouvoir dont les caractéristiques se retrouvent dans d'autres pays socialistes. Il faut surtout savoir passer aux actes.

Seule, une campagne internationale d'action authentiquement socialiste peut aujourd'hui avoir une quelconque efficacité. Cette campagne doit avoir un double objet :

le retrait des forces d'intervention et le rétablissement des conditions politiques d'un véritable socialisme en Tchécoslovaquie. Mais elle n'aura de sens que si les forces s'engageant à la mener font la preuve que leur internationalisme s'étend dans le même temps à la lutte contre toutes les formes de l'impérialisme occidental et particulièrement au Vietnam.

Sur ces bases, notre parti a déjà pris contact sur le plan national et international avec des mouvements et des personnalités. Ils s'avèrent positifs.

Mais il faut aller vite, beaucoup plus vite, pour répondre aux espoirs que les militants tchèques mettent dans le mouvement révolutionnaire.

Ch. GUERCHE ■



L'œil du maître (photos Keystone)

ENCORE QUATRE ANS AU VIETNAM ?

La guerre du Vietnam va-t-elle durer encore quatre ans ? C'est la question que se pose dans un récent article le très non-conformiste I.-F. Stone, journaliste américain qui déteste Nixon, mais qui croit à sa réélection. La question vaut en effet d'être posée car Washington ne paraît pas décidé de mettre les pouces et de cesser sa campagne d'extermination du peuple vietnamien. Les calculs des coûts budgétaires des raids aériens pour 1973 sont déjà faits. Comme selon la C.I.A., Hanoi peut tenir encore deux ans à ce degré de terreur mais aussi à ce rythme d'offensive populaire, il n'y a effectivement pas, sauf rapide solution politique, de raison pour que s'arrête la boucherie.

ET chaud au Sud-Vietnam ; et l'automne promet de l'être tout autant. Jamais les forces de libération n'avaient lancé une offensive d'une telle ampleur, avec une telle minutie et de tels moyens en hommes et en armement. Ce

n'est plus la guerre-éclair de l'offensive du Têt de 1968, mais une très longue et ambitieuse campagne destinée à briser les espoirs américains concernant la « vietnamisation ». Parallèlement au travail diplomatique, les révolutionnaires déciment les meilleures unités saonnaises, cassent au niveau des villages le programme de « pacification » et créent au régime des difficultés économiques et sociales insurmontables.

Moyens grossiers

Thieu joue les matamores dans son palais présidentiel. Il demande aux Américains d'annihiler la République démocratique du Vietnam, arrête et fait torturer des milliers de militants — qui souvent n'ont rien à voir avec le F.N.L. — a fait se taire toute la presse d'opposition par les moyens, les plus

grossiers (les seuls qu'il connaisse : les pressions par l'argent), et déclare nulles les élections locales d'il y a deux ans, qui pourtant étaient tout sauf démocratiques et libres. L'offensive a eu, entre autres mérites, celui de démasquer un peu plus le caractère fantoche et sanguinaire du pouvoir saonnais. Ce pouvoir impuissant qui ose encore sans rire se proclamer le seul gouvernement légal et constitutionnel du sud. Lorsqu'on s'appelle Nixon et qu'on a ce genre de représentant à Saigon, il n'est pas étonnant qu'on hésite pas, après l'avoir sorti de prison, à envisager d'envoyer... à Hanoi Jimmy Hoffa, gangster notoire du syndicalisme corrompu.

Pour justifier son œuvre de terreur, Nixon recourt aux moyens les plus vulgaires. Lui et ses aides n'ont-ils pas assuré que l'arrivée au pouvoir de Ho Chi Minh à Hanoi en 1954 fut suivie de l'assassinat de cinq-cent mille personnes ? Nixon doit confondre avec les paysans que son aviation a tués. Un chercheur américain vient de dégonfler ce mythe ridicule que Nixon est allé dénicher dans un livre écrit, sur financement de la C.I.A., par un ancien propriétaire foncier vietnamien qui enseigne à l'académie où l'on forme les « marines » ! Tel est le niveau de l'analyse politique de Washington... Evidemment, pour le « bon peuple » américain, le massacre de My-Lai ne pèse pas lourd à côté des « cinq-cent mille Vietnamiens assassinés par les communistes ». Ce même « bon peuple » doit même se demander comment Kissinger et autres diplomates osent serrer la main dégoulinante de sang de Le Duc Tho et de Xuan Thuy ! Il est vrai qu'ils ont besoin de faire croire à l'Amérique qu'ils préparent sérieusement la paix... puisqu'ils rencontrent « les hors-la-loi internationaux » dont parle aussi Nixon en ses jours d'insulte et de mépris raciste.

Briser les plans

Le but profond de la politique américaine vient d'être expliqué par Nguyen Hoang dans un article « d'Etudes Vietnamiennes » (un mensuel de Hanoi) :

« On comprend l'acharnement — écrit Nguyen Hoang — avec lequel Nixon s'accroche à l'Indochine et les efforts qu'il déploie pour résoudre à sa manière le problème indochinois. Il a en vue non seulement sa réélection, mais

encore les intérêts à longue portée de l'impérialisme américain dont il est la personification même. Pour lui, avoir raison des peuples indochinois signifierait porter un coup sévère au camp socialiste, au mouvement de libération nationale, aux forces de démocratie et de paix, et, par là, assurer la suprématie des U.S.A. sur le reste du monde ».

C'est pourquoi, conclut l'auteur, en brisant les plans américains, les peuples indochinois n'accomplissent pas seulement une « tâche patriotique », mais « aussi une tâche hautement internationaliste ». Et il est vrai que les Vietnamiens ne sont pas seuls à se battre. Les Laotiens viennent une fois encore de repousser l'armée mercenaire de Vang Pao financée par la C.I.A., mêlée au trafic de la drogue et aidée par des fantoches thaïlandais. Au Cambodge, viennent de se dérouler des scènes presque incroyables : l'armée affamée a pillé les stocks de riz parce qu'elle avait faim. Le régime de Lon Nol, dont l'image est plus pitoyable encore que celle de Thieu, se débande, amuse — si l'on peut dire — la galerie avec des « élections » ridicules, perd chaque jour du terrain au profit des résistants. A vrai dire, des trois pays d'Indochine, le Cambodge est celui où les forces de libération sont les plus proches de la victoire ; la coordination nécessaire avec les autres mouvements indochinois fait cependant que cette victoire ne saurait être parfaite avant la totale libération du Vietnam.

Or, c'est bien à Saigon que tout se joue. A Saigon, c'est-à-dire aussi à Washington. Après quatre ans de discussions à Paris, le délégué américain a osé déclarer ce mois-ci que le gouvernement révolutionnaire provisoire du sud n'existe pas ! Mais le G.R.P. rappelle, outre la lutte armée et politique sur le terrain, son existence diplomatique et internationale en précisant (texte du 11 septembre) ses positions : retrait rapide des Américains, fin des raids et du blocus de la R.D.V., formation sans Thieu d'un cabinet de concorde nationale incluant, outre ses représentants, des membres de l'administration de Saigon et des diverses oppositions (locales et en exil). Son point de vue demeure fondamentalement inchangé, en dépit de la terreur Nixonienne, car le G.R.P. sait qu'il a le vent en poupe et que son offensive va continuer de mettre en pièces les meilleures unités de Saigon, maintenant fixées en quelques endroits. Nixon est apparemment prêt à faire tuer jusqu'au dernier de ses

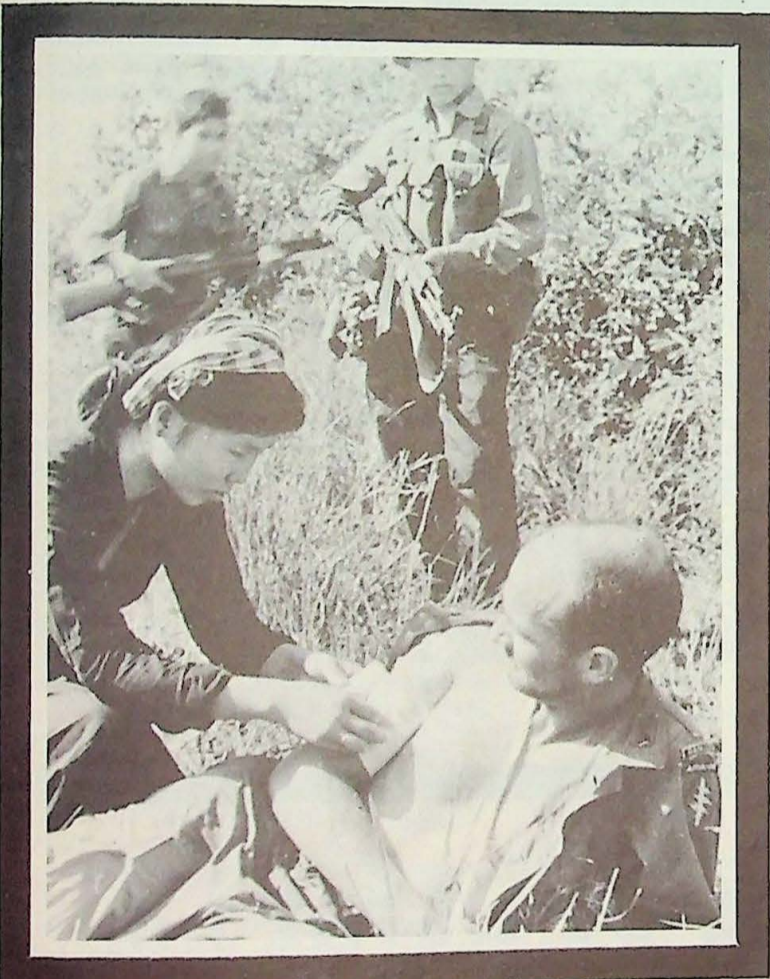
mercenaires jaunes pour protéger ses arrières asiatiques. Depuis quelques années, les firmes américaines — entre autres firmes — ont investi des sommes colossales en Asie du sud-est, filiales bancaires un peu partout, pétrole thaïlandais et malaisien, pétrole et cuivre indonésien, etc. L'impérialisme craint apparemment que, s'il lâche Da-Nang ou Kontum, ses bases seront sciées à Java ou à Singapour. Ce qui est faux à court terme, mais il est vrai que l'aveu d'une défaite en Indochine aura de réconfortantes répercussions dans le monde exploité. Cela dit, Nixon est déjà ouvertement battu au Vietnam, sinon dans son pays. Sa machine de guerre tourne à vide, folle, insensée, sans autre but apparent que de tuer. Nixon ne peut pas croire un instant qu'il parviendra à refaire une armée sudiste anticommuniste, à forger un régime fort et représentatif à sa dévotion, à recoller les morceaux brisés de la société vietnamienne du sud dans une optique favorable au « monde libre », à dresser une moitié de nation contre l'autre moitié.

Mais, en même temps, Nixon refuse encore de sortir d'Indochine avec un minimum de prestige. Toutes les occasions offertes à cette fin par le G.R.P. et Hanoi, il les a repoussées avec mépris, alors que les révolutionnaires, comprenant la nécessité de ne pas humilier l'Amérique, n'ont cessé de lui préparer une voie de sortie honorable.

A vide

Cette machine de guerre qui tourne à vide est plus dangereuse encore que celle, par exemple, de Johnson qui pouvait encore s'appuyer éventuellement sur l'ombre d'un espoir de réussite politique. C'est cette folie qui amène la destruction des digues, des villes, des campagnes peuplées (les B-52 dans le Delta I), la mise au service du meurtre organisé des plus brillantes découvertes scientifiques. Dans ces conditions, si circulent des rumeurs de paix, il faut les écouter avec sérieux mais avec la plus grande circonspection tant qu'aucun geste n'aura été fait par Washington. Aussi longtemps que ces gestes ne seront pas apparus nettement, se dire, pour les Indochinois, le pire n'est peut-être pas encore arrivé. Et multiplier les actions de soutien à leur cause.

Jacques Rennes ■



Une longue et ambitieuse campagne.

IRLANDE : après la trêve

L'accalmie, en Irlande du Nord, n'aura pas duré longtemps. La trêve, conclue avant les vacances par les deux branches de l'IRA avec l'armée britannique a été rompue le 9 juillet, lorsque l'armée est intervenue contre une tentative de relogement de catholiques expulsés des quartiers protestants. Depuis, la situation n'a cessé de se dégrader. L'armée britannique a investi Free Derry. Les bombes et les attentats contre l'armée d'occupation se multiplient depuis trois semaines.

A leur tour, les extrémistes protestants entrent en action. La politique du « pro-consul » Withelaw

paraît de plus en plus compromise...

Malgré les efforts de détente de la part de l'IRA, la situation en Irlande du Nord n'a fait que s'aggraver pendant l'été. Les concessions faites par l'Armée républicaine n'ont eu pour réponse que le durcissement des positions des Loyalistes auxquels Withelaw cède toujours.

L'INVASION DES QUARTIERS CATHOLIQUES

Le 21 juillet une série d'explosions revendiquées par les provisionnels donnera le prétexte à l'invasion des zones libérées catholiques. En refusant de répondre aux alertes données par l'IRA, les responsables de la sécurité en Irlande du Nord lui font porter la responsabilité des onze morts du « vendredi sanglant ». Le 31 juillet, des chars munis de bulldozers détruisent les

barricades et les auto-mitrailleuses et les troupes envahissent les quartiers catholiques.

Les fouilles, les arrestations et les perquisitions qui suivent resteront sans grand résultat. L'IRA a provisoirement disparu pour éviter que la population civile ne subisse trop de pertes. La résistance de la population s'organise, des accrochages se produisent en plusieurs endroits.

Les troupes d'occupation prennent dès le début une attitude provocatrice, prenant position sur les terrains de sport, dans les écoles et dans tous les lieux publics, détruisant ainsi la vie sociale des quartiers.

LA CONFUSION

Mais l'invasion des zones libres n'est pas la seule préoccupation. Une vague d'assassinats à caractère sectaire se développe en Ir-

lande du Nord. Dans son numéro du mois d'août, le journal des provisionnels, « An Phoblacht », analyse ces assassinats et rappelle qu'à Chypre et au Kenya, les commandos de l'armée britannique avaient organisé des assassinats pour diviser la population.

La tentative de solution politique de Whitelaw se poursuit. La négociation pour la paix doit débiter dans quelques semaines et il est encore difficile de savoir qui participera aux discussions. Des représentants du gouvernement britannique, de l'Irlande du Sud et des deux communautés du Nord devraient se rencontrer, mais la participation du SDLP, seul parti catholique ayant accepté de préparer cette rencontre, n'est pas assurée. En effet, les membres du SDLP ont rencontré il y a quelques jours Heath pour essayer d'obtenir la libération des 350 internés qui restent détenus à Long-Kesh. Le refus

de Heath pourrait compromettre leur participation. Dans ce cas, cette rencontre perdrait tout son sens.

Du côté protestant, les trois organisations les plus violentes se sont regroupées autour de William Craig. L'UDA (Association de défense de l'Ulster), la LAW (Association des travailleurs Loyalistes) et l'Ulster Vanguard Mouvement de Craig ont décidé de se regrouper pour faire face à « la tentative de liquidation de Withelaw ».

La lutte contre les troupes d'occupation n'est plus le seul fait des Républicains. Désormais, des combats et des fusillades opposent l'UDA et les troupes anglaises. La situation politique comme la situation militaire est confuse. L'administration directe de l'Irlande du Nord et la politique de Whitelaw n'ont fait qu'aggraver la situation.

P. Jira ■

LA POLITIQUE ET LES POLITICIENS

Le mercredi 20 septembre sort dans trois salles parisiennes (Elysée - Lincoln - Studio Git le Cœur - Quintette) le film d'Edouard Bobrowski, « Aux urnes, citoyens ». Du cinématisme qui raconte l'histoire de la campagne pour les municipales, à Arras, en Mars 1971. Un film que nous avons bien failli ne jamais voir. D'abord, parce qu'il donne de l'U.D.R. une bien piètre image ; ensuite, parce qu'il donne de la démocratie bourgeoise en général une image presque aussi sinistre.

Bobrowski a eu droit à tous les crocs en jambes pour que son film ne sorte pas. Heureusement, il y tenait. Il sort. Reste à savoir s'il sera reçu. Et si la loi du silence ne le cantonnera pas dans quelques salles du Quartier Latin.

Parce qu'il dérange finalement tout le monde, ce film (y compris le P.S.U.). Parce qu'il est vrai — et à ce titre porteur d'espérances. Parce qu'il est digne d'une télévision comme M. Arthur Conte n'en fera jamais. Alors, « Aux écrans, citoyens... »

**

Mars 1971 : l'U.D.R. monte à l'assaut d'Arras — la ville de Bidasse et de Guy Mollet. Pour la durée d'une campagne, le cirque s'installe au pied du beffroi. Les caméras aussi, celles d'Edouard Bobrowski, qui a obtenu de toutes les parties en présence l'autorisation plus ou moins enthousiaste de filmer leurs activités électorales, publiques et privées, réunions d'état-major et préaux d'école, meetings et porte à porte...

Passionnant, parce que jamais vu. Une campagne électorale

démontée comme une horloge, pièce à pièce. Classée ensuite et présentée de façon didactique, chapitre après chapitre : Communication et Démocratie directe — l'Union de la Gauche — les Hommes — les méthodes et les thèmes, etc.

DES HOMMES

Il y a d'abord Guy Mollet, notable frileux, méfiant, qui se sent pour la première fois menacé dans son fief et qui joue l'union de la gauche pour endiguer le rassemblement des droites. A ses côtés, Léon Fatous, l'éminence grise, l'homme d'appareil.

Il connaît son métier et sa ville sur le bout des doigts. Leur allié, Marcel Roger, le secrétaire de la section du P.C.F. Sérieux, efficace, dévoué à son Parti, proche des travailleurs. En face, Francis Jaquemont, le « parachuté » de l'U.D.R., l'homme des antichambres ministérielles. Ce serait lui faire bien de l'honneur que de l'appeler « Jeune loup ». Il y a de la noblesse chez les loups.

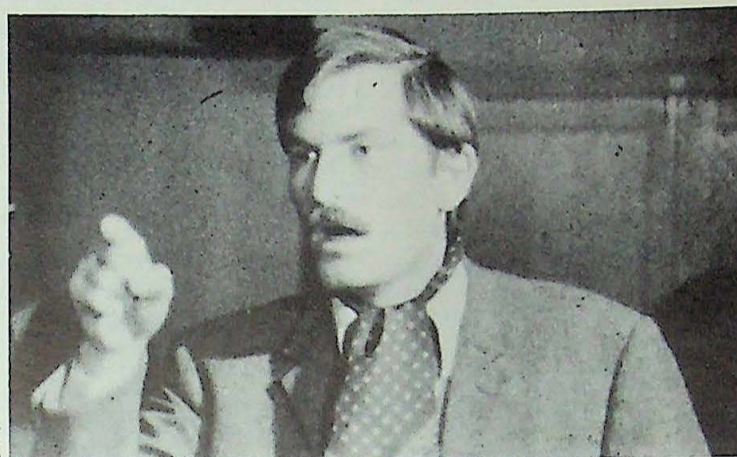
Enfin Philippe Guérin, animateur de la section d'Arras du P.S.U. Tête de la liste « pour une municipalité populaire ». Généreux, brouillon, imaginaire. Il joue les empêcheurs de voter en rond, il dérange, il bouscule un peu les traditions.

ET DES METHODES

Jaquemont débarque à Arras avec son état-major. Des jeunes gens fascinés par les méthodes américaines et remplis d'admiration pour J.J.-S.S. dont ils ont épluché la campagne de Nancy. Ils font du « marketing politique », et vendent du Jaquemont comme d'autres de la lessive. Dommage pour eux que le produit soit invendable.



Une inépuisable réserve de mépris...



Moins que ne l'imagine l'UDR.

Le chef d'agence, c'est Mache-tou Hubert. Un personnage. Marxiste convaincu, tendance Groucho. Ancien journaliste de France-Inter.

Entré en politique comme on entre en religion. Mais avec le Saint-Siège comme objectif — ou pour le moins un chapeau de cardinal. Comme Jaquemont, qu'il manipule, son plan de carrière lui sert de convictions. Ils ont en commun « une inépuisable réserve de mépris », comme dit quelqu'un, pour le peuple dont ils veulent devenir les maîtres. Un cynisme à toute épreuve. Il s'agit de gagner des bulletins de vote par tous les moyens — les plus démagogiques, les plus tordus.

Machetou est tout à la fois le cerveau (?) et le muscle — curieusement absents, l'un et l'autre, chez Jaquemont. En cas de victoire il aurait été le vainqueur.

**

Oui mais voilà, ils ont perdu. Parce qu'il y a enfin, le peuple d'Arras. Et le peuple d'Arras est moins que ne l'imagine l'U.D.R. Les « idées de génie » de Machetou se retournent contre leur auteur. Jaquemont et le minet industriel venu promettre une imprimerie (si les élections sont bonnes, car ils le disent, ils osent le dire !) se font durement remettre à leur

place par un anonyme : « Je suis typographe, et je sais de quoi je parle. Il faut peut-être trois mois pour faire un sous-préfet, mais il faut dix ans pour former un ouvrier à l'héliogravure ! » Le même Jaquemont, en visite chez « les vieux » qui se fait éconduire par une vieille dame : « Moi, je ne vous connais pas Monsieur... ». Même dans l'équipe U.D.R., les quelques notables arrageois ralliés sentent — trop tard — le coup fourré. Ils se sont embarqués dans la mauvaise galère. Et la fin de la campagne est tendue dans l'équipe « du Renouveau », entre les autochtones et les parachutés...

PAS POUR LES CHIENS

Deux remarques encore : — le P.S.U., dans cette campagne, apparaît — nous l'avons dit — sous un jour discutable. Sympathique, certes, mais marginal, peu crédible finalement. Il faut le reconnaître et tenter de comprendre pourquoi. Ce n'est sûrement pas dû à la volonté du réalisateur — dont le travail est foncièrement honnête. Peut-être parce qu'on se polarise sur les principaux protagonistes : P.S., P.C. d'un côté, U.D.R. de l'autre. Peut-être aussi à cause d'une certaine inexpérience du candidat et de son équipe.

— Deuxième remarque : on peut sortir de « Aux urnes citoyens » avec un certain dégoût pour la politique. La réaction : tous des pourris. Encore qu'il apparait nettement qu'il y a des degrés dans la pourriture.

Mais on peut aussi penser, avec Edouard Bobrowski que « la politique, c'est peut-être putride, mais ça n'est pas fait pour les chiens ».

Et même dépasser ce point de vue en réalisant que la politique est une chose trop importante pour qu'on la confie aux politiciens...

J. D. ■

« LA FAMILLE, C'EST LA BASE DE L'ÉTAT ! »

« LA FAMILLE HOMOLKA », film tchèque de Jaroslav Papoušek (Cinéma Panthéon.)

L'enfer du quotidien en Tchécoslovaquie socialiste. Un constat d'échec terrifiant. Parce que le quotidien est encore un enfer. De ce film étonnant, construit sur des éléments si minces, si terre-à-terre, si quotidiens, mais si prenants de vérité, de ce dimanche raté d'une famille populaire tchèque, que retient-on ? L'impossible évasion en forêt, le retour entre les quatre murs de l'appartement où chacun s'enferme ou est enfermé dans une pièce comme pour mieux souligner son isolement et la communication impossible, les anicroches minuscules montées en drame, les grandes scènes du II à partir de petits riens, une vie que rien ne meuble, que rien n'anime — une vie où le temps se meurt.

La vie de famille repose sur cette sacro-sainte affirmation : « La famille c'est la base de l'Etat ». De quoi faire adhérer Engels au M.L.F. L'on retrouve

les mêmes problèmes, les mêmes situations, les mêmes frustrations qu'en Occident capitaliste. Que dans le ménage Homolka la femme porte la culotte n'enlève rien à l'enfer morne de sa condition, à ses rêves déçus. Une intrigue parallèle — celle de deux adolescents eux aussi frustrés dans leurs tentatives... — nous suggère que ce n'est pas une question de génération, de situation « installée », que le rêve échappe même aux moins de vingt ans.

Film cruel et féroce. Ces gens-là, incontestablement, vivent mieux qu'il y a trente ou quarante ans. Ils ne vivent pas fondamentalement autrement. L'appropriation collective des moyens de production et d'échanges ne donne pas nécessairement un sens à la vie des gens. Et le bonheur n'est pas inscrit dans les objectifs du Plan. A méditer...

T. M.



L'ORTF SUR LE PIED DE GUERRE

Comme vous le savez sans doute, il s'est passé « des choses » à l'ORTF pendant la quiétude des mois d'été...

Les étonnements printaniers du sénateur Diligent, découvrant les juteux trafics auxquels se livraient quelques corrompus bien placés, ont servi de prétexte au pouvoir pour effectuer la plus parfaite opération de reprise en main qui soit.

Certes, on a aussi sacrifié quelques brebis galeuses, vraiment trop compromises pour que leurs amis politiques puissent les sauver. Non sans compensations, d'ailleurs. Ne nous faisons pas trop de souci pour les vieux jours de M. Marçailac !

Mais ce n'est là que péripéties. L'essentiel est ailleurs : dans la remise au pas sans bavures de l'information télévisée ; dans l'encadrement toujours plus serré de la création artistique ; dans la préparation, enfin, toujours plus poussée d'une privatisation de l'entreprise nationale.

Un syndicaliste de l'Office témoigne.

Toutes les ambiguïtés sont levées à l'O.R.T.F.

La bourgeoisie néglige le stade des demi-mesures et des alibis. Elle passe à l'action directe. Le temps presse. Tout sera prêt pour la campagne. L'O.R.T.F. est une machine de guerre avec son généralissime, son état-major, ses colonels, ses divisions et son armement psychologique. Son appareil de répression aussi.

Généralissime U.D.R. Arthur Conte, député U.D.R., démissionnaire pour la circonstance. Il est nommé Président Directeur Général. Il a tous les pouvoirs. Il entend en user. L'anticommunisme lui sert de profession de foi et sa fatuité n'a d'égale que son incompetence en matière de radio et de télévision. Sa première besogne fut de liquider les îlots résistants de la « libéralisation de l'information ». Il lui reste à faire chanter la France. Il va s'y employer.

● **Etat-major U.D.R.** A tous les postes clefs, des serviteurs de l'U.D.R. : **Jacqueline Baudrier** (militante dévouée, responsable et grande bénéficiaire de la purge des journalistes grévistes de 1968) aux commandes de la 1^{re} chaîne de télévision.

Pierre Sabbagh (éclaboussé par les rapports parlementaires sur la publicité clandestine, mais épargné) a pour mission de « libérer les forces de la joie et de la chanson » sur la chaîne couleur.

Jean-Louis Guillaud (animateur du Comité d'action civique de l'O.R.T.F. en 1968 et ex-chargé des questions de presse et d'information à l'Elysée) télécommande la 3^e chaîne et veille à ce que l'ordre règne dans les stations régionales.

Jacques Sallebert (ex-candidat U.D.R. malheureux à Cannes) laisse libre cours chaque matin sur France-Inter au très nixonien Jean Grandmougin et déchaîne les orgues lénifiantes de F.I.P.

Postes de commandement U.D.R. Dans les dix grandes régions radiophoniques qui contrôlent également une vingtaine de journaux télévisés régionaux, les colonels du Régime sont en place depuis plusieurs mois. Quelques retouches de détail viennent de compléter le dispositif. En région tout est prêt.

« **MARCHAIS,
MARCHAIS,
QU'UN SANG
IMPUR...** »

L'O.R.T.F. nouvelle formule, issu de la loi votée à la sauvette pour camoufler les énormes scandales de la publicité clandestine est ainsi devenu une arme bien affinée aux mains de la bourgeoisie. A l'image des C.R.S. utilisés tour à tour, pour donner le change, comme agents de répression ou anges de la route et des plages d'été, l'O.R.T.F. entre en campagne : répression sur l'information, censures des créateurs et, côté ouverture, quelques quarts d'heure bien dosés pour les « grands » partis politiques, le tout enrobé de sport, de jeux et de chansons...

Les trois armes

Répression, censure, démagogie sont les trois armes de la bourgeoisie. Tout l'arsenal de la répression s'est déployé en quelques semaines. L'expérience de « libéralisation » pourtant bien modeste n'a pas survécu à l'arrivée d'Arthur Conte. L'équipe Desgraupes, dont Sanguinetti et Tomasini demandaient la tête, a fait naufrage. Sans soulever de tempête. Certains journalistes ont été purement et simplement licenciés, d'autres mutés, certains mis de façon délibérée dans des situations impossibles ne leur laissant pour choix, comme l'écrivait la C.F.D.T., que « se



C.G.T. / C.F.D.T. / INTERSYNDICALE O.R.T.F.

L'affiche de l'Intersyndicale.

Un discours télévisé dans le journal de 20 heures de la première chaîne. Et derrière le discours, une Marseillaise, intégrale, et tous cuivres dehors... Ce n'était pas la dernière allocution présidentielle, comme on pourrait croire, mais le discours du secrétaire général adjoint du PCF à la fête de l'Humanité.

Que le Parti communiste préfère la Marseillaise à l'Internationale pour faire vibrer les foules, libre à lui. Après tout, la Marseillaise est au peuple, avant d'appartenir à l'Etat bourgeois...

Le piquant de l'affaire est ailleurs, dans l'étonnante complaisance de la télévision : un discours, une Marseillaise pour le président Pompidou ; et pour le président Marchais, une Marseillaise et un discours. Balance égale, même poids, même mesure. Sa Majesté, et l'Opposition de Sa Majesté.

La chanson électorale est commencée, sur les antennes de l'ORTF. On en connaît déjà la musique et les paroles...

Y. L.

soumettre ou se démettre dans le style bien connu de la chasse aux sorcières et de la poursuite pour délit d'opinion ».

Des équipes rédactionnelles ont été déménagées d'un seul coup. L'information télévisée sera U.D.R. ou ne sera pas.

Côté création artistique le solide carcan administratif et financier mis en place depuis quelques mois fonctionne à merveille : A tous les stades de la création les verrous se resserrent, les censeurs veillent. Le Syndicat C.G.T. des réalisateurs se refuse à signer un contrat léonin légalisant la censure. Arthur Conte passe outre et décide d'appliquer unilatéralement les mesures d'étouffement de la liberté d'expression et de création.

Enfin, côté démagogie le pouvoir excelle. Les programmes sont gais, la France doit rire et rêver. Pour finir de « dépolitiser » les Français, Guy Lux, Bellemare, et l'immortelle trilogie du théâtre du boulevard « le Mari, la Femme et l'Amant » créeront l'univers culturel de millions de téléspectateurs. Dans l'équation politique la pièce maîtresse du jeu de la bourgeoisie est placée, cependant l'aspect économique n'est pas négligé pour autant. La Télévision est devenue aujourd'hui source de profit.

Les nouvelles structures de l'O.R.T.F. préparent la privatisation de l'entreprise nationale. Dans la bataille contre le monopole, le grand capital avec

ses alliés U.D.R. et giscardiens avance pas à pas. Il faut encore attendre que la contribution nationale mette en place l'infrastructure de la 3^e chaîne et termine le maillage des réseaux pour exploiter à son profit les immenses possibilités de la communication de masse. Déjà en matière de télé-distribution, et de vidéo-cassettes, les accords Hachette - O.R.T.F., témoignent que la course au profit est bel et bien engagée.

Le Patronat lui aussi veille. Par le biais de la formation permanente et des crédits dégagés par la loi, le C.N.P.F. a déjà pris option sur le contenu des vidéo-cassettes afin d'exalter les vertus de la participation et de la collaboration de classe.

De leur côté enfin, les grands requins de la presse régionale, spéculent sur le démantèlement de l'O.R.T.F. et envisagent leur reconversion dans l'audiovisuel, aggravant ainsi la crise de la presse et favorisant la constitution de monopoles.

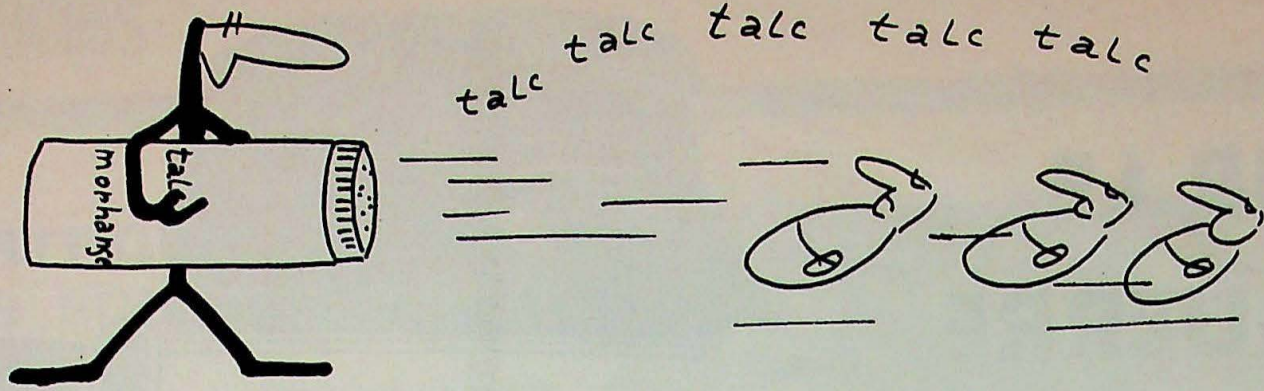
Soucieuse de ses intérêts politiques et économiques la bourgeoisie par le relais U.D.R. redoute cependant les forces syndicales et les luttes des travailleurs. C'est dans ce sens qu'il convient d'apprécier les atteintes portées au droit de grève du personnel de l'O.R.T.F.

Aujourd'hui plus que jamais, ce qui se passe à l'O.R.T.F. et les luttes qui s'y préparent concernent tous les travailleurs.

**L
A
R
E
N
T
R
E
E

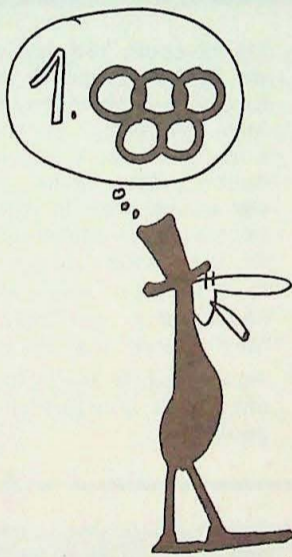
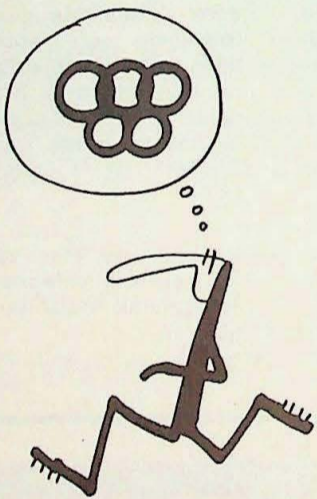
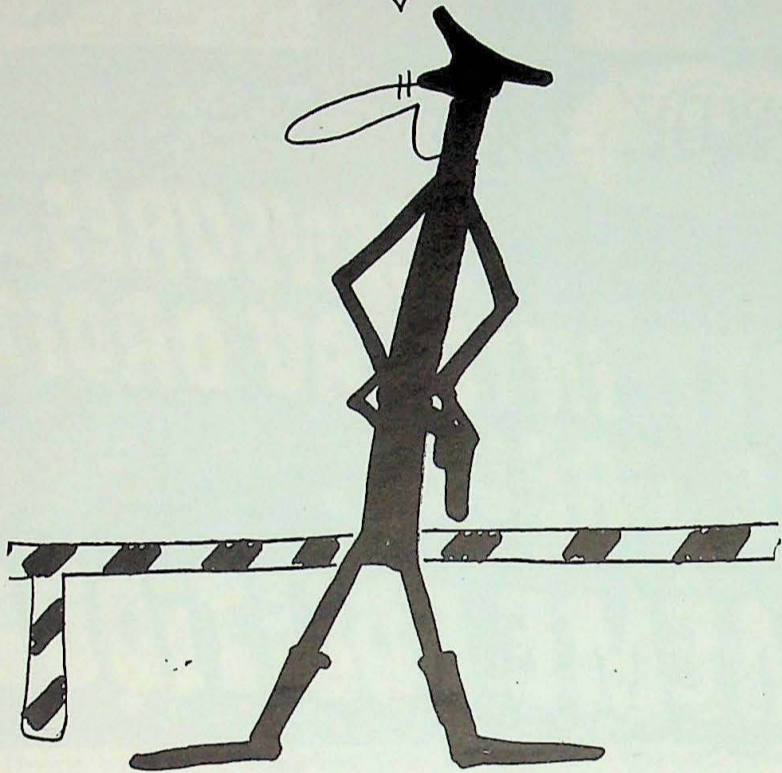
D
E

B
A
R
O
U**



mitteppandonné en U.R.S.S.:
niet!

Des ennuis de M. Mitterrand avec M. Abrassimov, aux dégâts du talc Morhange, en passant par l'affaire des bordels de Lyon, les ambiguïtés des jeux Olympiques et les cautions exigées en URSS pour laisser partir les Juifs qui le souhaitent, l'actualité de ce dernier mois a inspiré le camarade Baron. Voici une sélection de ses coups de crayon, qui sont autant de coups de dents.



points de repère

**POMPIDOU
SALAZAR
même combat**

DES la semaine prochaine, nous analyserons en détail, les nouvelles dispositions qui ont été prises en matière d'immigration. Elles sont inquiétantes, non seulement par la réglementation d'application qu'elles supposent, mais par les développements qu'elles appellent. C'est ainsi que l'on vient d'apprendre la création d'une cinquantaine d'écoles portugaises en France,

sous la responsabilité du gouvernement portugais, et avec un enseignement qui sera conforme aux programmes scolaires en vigueur au Portugal. Ainsi seront créés, toutes les conditions d'un ghetto culturel et politique sans précédent dans ce pays. La police de M. Carvalho pourra surveiller à l'aise enfants et familles, en liaison étroite avec la police française, désormais officiellement chargée de vérifier les activités de travail (et hors travail) de tous les immigrants. Pompidou n'est peut-être pas aussi Louis-Philippard qu'on le pense, ce n'est pas assez moderne : il est plutôt salazarien. En tout cas, il entend bien éviter toute contamination entre enfants français et portugais. Pourquoi ?

**PASSERA
PAS !**

Depuis sept semaines, Ordre nouveau distribue sa presse sur le marché Convention grâce à la protection d'importantes forces de police. Il y a trois semaines, un commando agressait des militants, dont un syndicaliste CFDT, et saccageait leur appartement. Malgré le dépôt d'une plainte, les responsables de cette agression formellement identifiés, n'ont toujours pas été interpellés. En revanche, un militant révolutionnaire, Philippe Pekar, est incarcéré depuis quinze jours pour

avoir protégé une ménagère des coups de la police. Dimanche 17 septembre, devant une nombreuse assistance, Chauvin, ancien déporté, Peskine, membre du bureau fédéral du PS, Jaurmont, membre du BN du PSU, Krivine, membre du BP de la Ligue communiste, ont pris la parole au cours d'un meeting sur le marché Convention, pour dénoncer la collusion entre les fascistes, le pouvoir et sa police, exiger la libération immédiate de Philippe Pekar, appeler les travailleurs du 15^e à se mobiliser. Le PS, le PSU, les CIC, la Ligue communiste, le comité antifasciste du 15^e, appellent tous les antifascistes, et en particulier le PC et la CGT à se joindre à eux afin que le front le plus large soit opposé à l'apparition des groupes fascistes.

ON NÉGOCIE ?

A peu de choses près, tel est le titre d'une courte information parue dans le numéro du « Nouvel Observateur » du 18 septembre.

Une fois de plus, on dit n'importe quoi. La technique est simple, c'est une application du théorème « il n'y a pas de fumée sans feu ».

Il aurait été anormal que la Direction du Parti n'accepte pas de rencontrer, à sa demande, un parti de la gauche « traditionnelle ». L'ennemi est la droite, il convient tout de même de s'en souvenir. La « négociation » avec le PCF avant les élections municipales de 71 n'était pas la marque de la volonté de transiger du parti. Pourquoi faudrait-il imaginer aujourd'hui qu'un échange d'informations devienne négociation ?

La réalité des faits, la voici, résumée dans le démenti que le B.N. vient d'envoyer à la rédaction du « Nouvel Observateur », et que nous publions ci-dessous.

Monsieur le Rédacteur en Chef,

Nous lisons dans le « Nouvel Observateur » n° 410 du 18 au 24 septembre 1972 un entrefilet sous le titre « le PSU négocie ». La fin de ce papier est ainsi libellée :

« Michel Rocard, Secrétaire national, aurait fait savoir au Parti socialiste qu'il souhaitait ne pas avoir de candidat PS contre le PSU dans cinq circonscriptions, l'Isère, les Yvelines, la Moselle, Orléans et St-Brieuc. En échange de quoi, le PSU pourrait laisser les mains libres dans un nombre équivalent de circonscriptions. »

Vous nous permettez de rappeler en détail les éléments de fait qui ont probablement donné naissance à cet écho, car ainsi présentée, cette information déforme totalement la vérité :

1. — A son Conseil national de Juvisy en juin 72, le PSU affirma :

- a - Son intention de présenter de très nombreux candidats ;
- b - Son intention de pratiquer le désistement de classe au second tour ;
- c - Son refus de tout accord électoral qui ne serait pas la conséquence directe d'un accord politique explicite ;
- d - Son intention de rechercher un tel accord avec les organisations révolutionnaires.

2. — A la suite de cette décision, des conversations sont engagées avec la Ligue Communiste, Lutte Ouvrière, l'Alliance Marxiste Révolutionnaire, sur l'éventualité d'un accord politique et d'un accord électoral qui le traduirait sur le terrain.

Ces négociations ne sont pas terminées, mais les désaccords entre la Ligue communiste et nous-mêmes paraissent importants.

3. — En ce qui concerne le Parti socialiste, la situation est la suivante : nous avons eu deux rencontres officielles au cours de l'année dernière avec ce parti, la première à la rentrée d'automne (que le « Nouvel Observateur » avait évoquée dans ses colonnes), la seconde au début du printemps. Lors de cette seconde entrevue, l'objet essentiel que poursuivait la délégation du PS conduite par François Mitterrand était de savoir si le PSU acceptait de participer aux commissions d'élaboration de ce qui allait devenir le programme commun. Notre réponse fut négative. Il fut cependant envisagé de continuer quelques actions communes, notamment contre la répression, dans le cadre du comité anti-mafia de Puteaux et sur un certain nombre d'autres points. Un bref échange eut lieu à propos des élections législatives. Le Bureau national a annoncé les intentions qu'il entendait soumettre à la délibération du Conseil national de Juvisy. Ces intentions n'impliquaient pas la négociation d'un accord électoral avec le PS.

4. — Sur une suggestion de Gérard Jacquet, il fut néanmoins accepté que les deux organisations échangent des informations sur leurs attitudes électorales.

5. — Pour respecter cet engagement, nous avons procédé à un échange d'informations, comme nous l'avons eu avec d'autres organisations. Il est vite apparu, en raison des positions contradictoires des deux organisations,

qu'un accord de non-agression, même limité n'aurait aucun sens.

6. — Quant aux départements cités, ils correspondent à certaines des circonscriptions où un candidat PSU ou soutenu par le PSU, a de bonnes chances d'arriver en tête des candidats de gauche, qu'ils soient deux ou même trois : c'est affaire de statistiques et non de négociations.

Votre titre risque de tromper gravement vos lecteurs. Nous sommes d'autant plus étonnés de cette erreur que nous avons tenu jeudi dernier une conférence de presse ; nous aurions été heureux de faire réponse publiquement au journaliste du « Nouvel Observateur » qui aurait interrogé l'un de nous sur ce point.

Vous comprendrez que dans ces conditions, nous vous demandions de faire connaître dès que possible cette rectification à vos lecteurs.

Veuillez agréer, Monsieur le Rédacteur en Chef, l'expression de nos sentiments distingués.

Pour le Bureau national :
Michel ROCARD.

MARSEILLE

Marseille : on mobilise !

- Marseille : 2^e ville de France.
- Fos : une opération capitaliste à l'échelle mondiale.
- les chantiers navals, la Camargue, les Côtes de Provence, les Baux.
- L'ensemble, c'est le département des Bouches-du-Rhône, où le PSU se doit d'être présent, et puissant.

Les 9 et 10 septembre s'est réunie une Assemblée de militants, décidés à relancer l'action du Parti, et à faire le maximum pour que progresse le mouvement révolutionnaire.

Besoin d'hommes, d'argent, de conseils, de renseignements, de tout... On mobilise !

Contact : Maurice Jaquier, « Les Oustalets », n° 36, 13330 PELISSANNE. CCP 594 90 Marseille.

INVITATION

Pour permettre aux militants du PSU et aux sympathisants de discuter sur une base politique solide du programme PC, PS avec les militants de ces partis, et surtout avec les travailleurs attirés par la perspective de l'unité populaire, la Région parisienne organise, 9, rue Borromée, Paris 15^e, le samedi après-midi 30 septembre et le dimanche 1^{er} octobre toute la journée un stage d'étude sur le programme PC-PS.

De ce stage devrait sortir le texte d'une plaquette popularisant les réponses du PSU aux différents arguments développés par le PC, PS et surtout notre position et nos perspectives.

Cette invitation ne s'adresse pas qu'aux seuls camarades de la Région parisienne, mais à tous les militants. Vous pouvez venir sans vous inscrire, mais pour la bonne marche des travaux, écrivez au Collectif Région parisienne (Louise Lemée), 9, rue Borromée, Paris 15^e.

LES GUIONS

Le stage d'une semaine organisé cet été par les étudiants PSU aux GUIONS, dans les Alpes, visait un double but : former des militants à la fois d'un point de vue général (nature du mode de production capitaliste, classes sociales, luttes sociales, situation politique) et d'un point de vue particulier (nature de l'Ecole dans son ensemble). Il a rassemblé environ 70 militants étudiants.

Les importantes luttes de masse menées par les étudiants l'an passé — surtout celles contre le projet de C.F.P.M. — et leur échec final ont montré que le mouvement étudiant, bien qu'ayant de fortes capacités de mobilisation, n'avait été capable ni d'inquiéter sérieusement le pouvoir — ni — ce qui est lié — de réaliser la moindre jonction réelle avec le mouvement ouvrier. S'enlisant sur une ligne spécifiquement universitaire — et en réalité corporatiste — les organisations étudiantes, les deux UNEF et même la FNCL ont manifesté l'impasse d'une stratégie « purement » étudiante ne s'intégrant pas dans un projet d'ensemble visant à faire prendre en charge politiquement la stratégie sur l'école par le mouvement ouvrier révolutionnaire.

C'est ce bilan et cette constatation que les militants étudiants du PSU devaient tirer pour mieux préparer la rentrée universitaire. Se situant au carrefour d'une double interrogation — celle du mouvement étudiant révolutionnaire et celle du Parti — l'apport de groupes étudiants étant intervenus de façon militante dans les luttes ne pouvait qu'être riche de leçons. En effet, dans la mesure où ils ne se limitent pas à une intervention purement universitaire les étudiants du Parti, en contact militant avec des travailleurs, sont à même dans certaines régions d'avoir une vue plus globale de la lutte étudiante et de ses limites par rapport à la lutte des classes en général.

L'apport fondamental de ce stage aura été la reconnaissance par l'ensemble des participants d'une liaison nécessaire organisationnelle et politique avec les autres secteurs du Parti pour mieux ajuster leurs interventions à l'université. C'est en fonction de leur devenir professionnel et social que les militants étudiants devront établir des fonctions pour avoir une appréciation plus claire de l'enjeu représenté par la lutte avec les autres secteurs, soit ceux de l'école, soit, surtout, ceux de la production. Cette liaison nouvelle travailleurs-étudiants, si elle se concrétise, pourra être une importante contribution à l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire sur l'école dans la mesure où, de fait, elle remet en cause cette séparation du travail intellectuel et du travail manuel, caractéristique fondamentale de la nature même de l'école capitaliste.

L'intérêt de ce stage ambitieux réside en grande partie dans les suites théoriques et pratiques que sauront lui donner les responsables de la coordination.

Cette coordination, qui garde son siège à Toulouse, 3, rue d'Aubusson, se réunit le 23 septembre à partir de 14 heures. Elle rassemble les délégués des villes représentées au stage. Les autres villes étant invitées à reprendre contact par la même occasion.

Communiqué TS 1-72

FORMATION ? A quoi ? Pour qui ?

Le passage d'une organisation archaïque de la production à une forme plus élaborée et plus moderne du capitalisme entraîne la multiplication des actions de formation à tous les niveaux.

Au-delà des affirmations simplistes suivant lesquelles la formation serait révolutionnaire par elle-même, ou qu'il n'y aurait actuellement rien à faire sur ce plan sans être récupéré, il semble nécessaire à ceux qui travaillent dans ce secteur d'analyser leur rôle, d'en percevoir les limites et de chercher à introduire une dimension critique.

Le CEPREG, organisme qui étudie les problèmes de formation depuis plus de dix ans, propose un cycle de trois sessions aux « formateurs » sur les thèmes :

1. FORMATION, VIE DE GROUPE ET INSTITUTION
2. METHODES ET TECHNIQUES EN PEDAGOGIE
3. POLITIQUES ET PROGRAMMES DE FORMATION

Bulletin à retourner au CEPREG, 40, rue La Bruyère, 75009 PARIS - Tél. : 285-08-50 - 526-18-00

Je désire recevoir la documentation du CEPREG sur le CYCLE FORMATION DE FORMATEURS

NOM Prénom
ADRESSE

LES ENNUIS DU GRAND DUDUCHE



C'est bien fait, il n'avait qu'à pas. On lui avait dit, à Cabu. On ne plaisante pas avec ces choses-là : la femme du président, c'est sacré. C'est comme la femme de César.

Il l'a bien cherché, et le juge Galmiche ne va pas le rater. Une offense au président de la République, ça va chercher dans les combien ?

Le plus marrant, c'est que « *Les aventures de Mme Pompidou* » paraissent dans Charlie-Hebdo depuis plus d'un an, et que personne n'a jamais moufté. Lisent pas Charlie-Hebdo, au château ?

Il a suffi que Cabu rassemble le tout et que ça paraisse en album pour que quelqu'un — au fait qui ? — dépose plainte contre X — pourquoi X ? Il y a offense en bloc, mais pas en plusieurs morceaux...

La première dame de France manquerait-elle d'humour ? Ou si c'est son époux ? ou un « grand commis de l'Etat » ? On aimerait savoir .

En tout cas, ils ne se frappent pas pour autant dans l'équipe d'Hara-Kiri (mensuel ?). Les procès, ils ont l'habitude. D'Elizabeth Arden à

Ordre Nouveau en passant par Lauzier, Air France et Marcellin, ils en collectionnent déjà une bonne vingtaine sans compter les interdictions. Au début, ils ont eu du mal à tenir. Mais peut-on encore toucher à un journal qui a droit à la revue de presse du « Monde » ?

Cabu aura peut-être son procès, mais on en parlera. Et il y aura du peuple dans le prétoire. Et en attendant, des tas de gens qui ne connaissent pas encore vont se précipiter sur « *Les aventures de Mme Pompidou* ». On le trouve dans toutes les bonnes librairies. C'est malin !



CON COMME ROUSSEAU

Nous avons reçu cette lettre d'un lecteur qui fait allusion à un fait divers récent. Son problème personnel nous a paru suffisamment significatif pour mériter d'être publié dans ces colonnes.

« Je m'appelle Lucien Rousseau. J'ai 52 ans. Jusqu'à ces derniers jours, je n'avais jamais eu à me plaindre de mon nom. Mais tout va de travers depuis qu'un juge dénommé Rousseau a cru devoir refuser à M. et Mme Trognon le droit d'adopter un enfant de trois ans, sous prétexte que

cet enfant serait traumatisé par un nom ridicule... »

« Depuis que cette affaire est parue dans les journaux, ma vie est devenue intenable. Dans l'atelier où je travaille, les gars ont tous pris l'habitude de remplacer « con » par « Rousseau ». « C'est un Rousseau ! » « Va donc eh, Rousseau ! », « Quel Rousseau, ce type ! »...

« Au début, j'ai pris ça à la rigolade, mais maintenant c'est insupportable. Même mes gosses à l'école se font traiter de « Rousseau » et ma femme n'ose plus dire son nom. »

« Le juge ne pourrait-il pas, pour éviter le traumatisme de nos enfants — et de tous les Rousseau de France, je sais qu'ils sont légion — demander à changer de nom ? Et s'il ne veut pas, ne serait-il pas possible de le lui imposer ? »

DES GLURP PAR MILLIERS

Autre curiosité de la chronique judiciaire : l'affaire Glurp ! Le verdict du tribunal correctionnel est tombé la semaine dernière : 500 F d'amende avec sursis. Les avocats des cinq lycéens de Luzarches font appel et réclament l'acquittement pur et simple. Son fous, ces avo-

cats ! Comme si ce n'était pas déjà une chance inouïe d'avoir obtenu le sursis ! Comme si ces cinq dangereux terroristes expliquant à leurs condisciples « comment faire sauter votre lycée sans peine en une leçon » ne méritaient pas d'aller croupir en prison ! C'est le parquet qui aurait dû faire appel. A minima.

Nul doute que tous les braves gens s'indigneront de ce verdict de clémence tout à fait scandaleux qui ne peut qu'inciter tous les lycéens de France à reproduire dans leur propre journal de lycée le texte intégral de l'article incriminé...